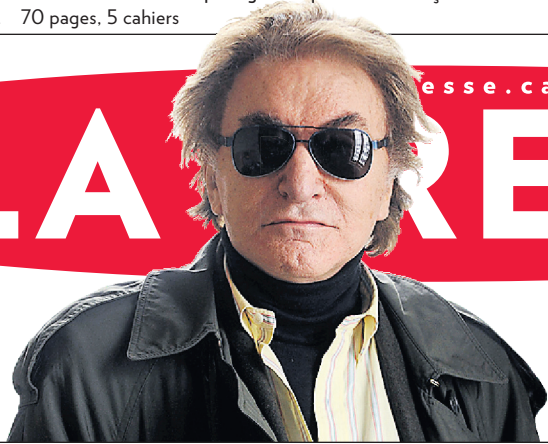


LA PRESSE



Clotaire Rapaille
PHOTO ERICK LABBÉ, FOCUS1

Le vrai fumiste n'est pas Rapaille

LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT PAGE A5

REBÂTIR HAÏTI LE GÉNIE QUÉBÉCOIS À L'ŒUVRE

PHILIPPE MERCURE
ET HUGO DE GRANDPRÉ
PAGES A14 ET A15



12^e SOIRÉE DES JUTRA



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

DOLAN GRAND VAINQUEUR

Le conte de fées se poursuit pour le jeune homme qui a reçu les Jutra du meilleur film, du meilleur scénario et du film s'étant le plus illustré à l'étranger pour *J'ai tué ma mère*.

ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 3

ÉVASION FISCALE FAILLE DANS LE BUDGET FÉDÉRAL

Une nouvelle disposition ouvre grand la porte aux contribuables mal intentionnés.

FRANÇOIS VAILLES
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

L'AUTO POURQUOI LA FRANCE NOUS BOUDE

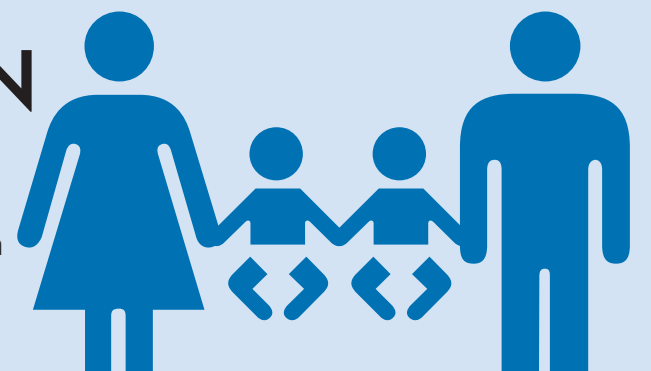
SÉBASTIEN TEMPLIER
PAGES 12 ET 13



MONTREAL COURTISE LES FAMILLES

LA PETITE SÉDUCTION

Qui profitera des nouvelles mesures d'accès à la propriété annoncées la semaine dernière? Surtout les couples sans enfant et les célibataires, ou les personnes qui cherchent un duplex ou un triplex. Cela sera-t-il suffisant pour ralentir l'exode vers la banlieue? ÉMILIE CÔTÉ PAGES A2 ET A3



EXCLUSIF

SÛRETÉ DU QUÉBEC NÉGOCIATIONS CORSÉES À L'HORIZON

Les policiers de la SQ exerceront des moyens de pression dès jeudi en vue du renouvellement de leur convention collective.

CATHERINE HANDFIELD PAGE A10

SPORTS

HOCKEY ESPOIRS DÉÇUS

Ils rêvaient de jouer dans la LNH. Mais la réalité a remplacé le rêve. Rencontre avec quatre joueurs dont les espoirs se sont évanouis.

RICHARD LABBÉ PAGES 2 ET 3

OBAMA EN AFGHANISTAN UNE PROMESSE DE TAILLE



PHOTO CHARLES DHARAPAK, AP

Barack Obama a promis hier de défaire les talibans lors d'une visite-surprise en Afghanistan, la première de sa présidence, au cours de laquelle il a demandé à son homologue afghan Hamid Karzaï davantage d'efforts pour lutter contre la corruption. « Avec nos partenaires, nous l'emporterons. J'en suis absolument certain », a lancé le président américain aux centaines de soldats venus l'écouter. NOS INFORMATIONS EN PAGE A20

Obama face à Israël RICHARD HÉTU PAGE A21



Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Si on refait l'image de Rapaille, il faut remplacer le « p » par un « c ».
Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

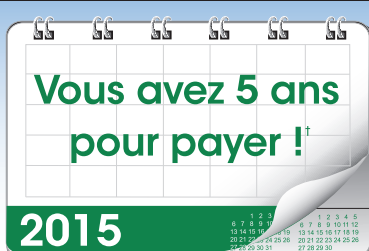
Étalez les paiements jusqu'en 2015!

LASIK MD VISION

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de

490\$ ~~TAXÉ~~ par œil*



Dr Pierre Demers
M.D., FRCSC
40 000 interventions

Dr Avi Wallerstein
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Dr Mark Cohen
M.D., FRCSC
50 000 interventions

Consultation GRATUITE : 1 866 393-1515 • www.lasikmd.com
LAVAL | MONTRÉAL | BROSSARD

LASIK sans lame Disponible

* Les prix peuvent changer sans préavis et peuvent varier selon la prescription. Correction personnalisée à 1750\$ par œil. Applicable sur une chirurgie des deux yeux. † Financement de 60 mois à partir de 8,9% d'intérêt et sous réserve d'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins.

Halifax | Québec | Sherbrooke | Ottawa | Toronto | Calgary | Vancouver

MONTRÉAL COURTISE LES FAMILLES

PORTRAIT IMMOBILIER DE LA MÉTROPOLE

6,6%

La surenchère explose à Montréal. Quelque 6,6% des transactions réalisées dans les quartiers centraux de Montréal au cours des six derniers mois – 508 sur un total de 7754 – se sont conclues à un prix supérieur à celui affiché, comparativement à 3,7% pour la période correspondante de 2007-2008.



Toujours dans l'île, 325 duplex sont en vente actuellement à moins de 360 000\$, sur un total de 776 (42%), et 210 triplex sont proposés à moins de 400 000\$, sur un total de 458 (46%).

Dans toute l'île de Montréal (et pas seulement le territoire de la Ville), la valeur de revente médiane d'une maison unifamiliale a atteint 324 500\$ le mois dernier (+15%), celle d'un condo, 227 000\$ (+4%), et celle d'un «plex», 395 000\$ (+14%).

43%

Selon un sondage récent de la Chambre immobilière du Grand Montréal (CIGM), 43% des Montréalais qui comptent acquérir une maison d'ici 12 mois sont des premiers acheteurs.

Source: CIGM

NOUVELLES MESURES D'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Les propriétés admissibles

Trouver une propriété résidentielle neuve avec trois chambres à coucher à moins de 295 000\$ à Montréal? Bonne chance si vous souhaitez vivre dans un quartier qui n'est pas dans les extrémités de l'île. Qui profitera des nouvelles mesures d'accès à la propriété que Gerald Tremblay a annoncées la semaine dernière? Surtout les couples sans enfant et les célibataires, ou les personnes qui cherchent un duplex ou un triplex. Mais la Ville, qui clame vouloir freiner l'exode en banlieue, dit moins fort qu'elle veut aussi stimuler l'économie et augmenter ses revenus en taxes.



ÉMILIE CÔTÉ

Au cours des derniers jours, beaucoup de gens ont critiqué les nouvelles mesures d'accès à la propriété que Gerald Tremblay a annoncées récemment, en particulier la subvention destinée aux ménages avec enfants qui achètent un condo de trois chambres pour moins de 295 000\$.

Sur Cyberpresse, nos lecteurs ont vivement réagi. «J'imagine que dans un complexe funéraire, il y a moyen d'acheter trois urnes pour ce prix-là», écrit l'un d'eux.

«Ça ne rejoindra pas grand monde, ça, je peux vous le dire, opine Paul Martin, vice-président des ventes et du marketing chez le promoteur Samcon, qui mène de front une quinzaine de projets immobiliers à Montréal. Nous, on n'en a pas, des condos de trois chambres. De plus, ça doit être des condos qui font au moins 1033 pieds carrés net.»

Le prix plafond ne «correspond pas à la réalité du marché immobilier à Montréal», a déclaré la semaine dernière le chef de l'opposition officielle,

Louise Harel. «Trouver une propriété de trois chambres à Montréal qui coûte moins de 295 000\$, c'est difficile», a renchéri Émilie Thuillier, conseillère de Projet Montréal dans Ahuntsic.

«Ce n'est pas vrai», rétorque Michael Applebaum, vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de l'habitation, qui a tenu à nous accueillir dans

Patriote, rue Hochelaga, en offre aussi, mais pas le projet Le Salto dans Saint-Léonard. Pour un condo de trois chambres, c'est 297 000\$, avant les taxes.

Les mesures annoncées vont stimuler la construction de condos avec trois chambres, croit M. Applebaum. Paul Martin, de Samcon, n'en est pas aussi certain. «Avec les coûts de construction et les coûts des terrains aujourd'hui,

les nouveaux critères du programme d'accès à la propriété, ils auraient peut-être fait des choix différents.

Les nouvelles mesures d'accès à la propriété visent à dissuader les Montréalais de l'attrait du 450, mais aussi à favoriser la construction aux quatre coins du territoire de la Ville. C'est pourquoi les condos en revente ne sont pas admissibles aux subventions,

Les mesures annoncées vont stimuler la construction de condos avec trois chambres, croit Michael Applebaum. Paul Martin, de Samcon, n'en est pas aussi certain. «Avec les coûts de construction et les coûts des terrains aujourd'hui, ce n'est pas évident de les vendre à 295 000\$.»

son bureau, mercredi dernier, pour revoir en détail les nouvelles mesures annoncées.

Il y a des unités résidentielles neuves à vendre avec trois chambres à coucher dans des quartiers comme Saint-Léonard, Côte-des-Neiges et le Sud-Ouest, affirme-t-il.

Vérification faite, il a raison. Mais les condos neufs avec trois chambres sont rares. Le projet de condominiums Rouge, dans Côte-des-Neiges, en offre à un prix tout juste sous le total maximal admissible (295 000\$, taxes incluses). Le projet Le

ce n'est pas évident de les vendre à 295 000\$.

«Stimuler l'économie»

Paul Martin trouve par ailleurs «déplorable» le fait que les Week-ends visites libres à Montréal – dont la Ville est l'un des principaux partenaires – ont eu lieu les deux fins de semaine précédant la conférence de presse. «C'est comme si je vous disais d'aller acheter une voiture, sans vous dire qu'il y a un grand solde qui s'en vient. C'est aberrant», lance-t-il. Si les gens avaient su

contrairement aux duplex et aux triplex. C'est pour «une stimulation de l'économie», répond Michael Applebaum. «On veut encourager le développement de notre territoire.»

«Ce sont des revenus de taxes pour la Ville», souligne Paul Martin.

M. Applebaum vante des projets de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), dont le Novello 2, le Faubourg Contrecoeur et le Phoenix, qui proposent aux acheteurs 10% de crédit d'achat qui servira à la mise de fonds.

Les incontournables compromis de l'accession à la propriété dans l'île

ÉMILIE CÔTÉ

Marie-Hélène Lippé a déchanté l'an dernier quand elle a voulu acheter un condo et bénéficier de l'ancien programme d'aide à l'accession à la propriété. La jeune femme, qui travaille dans le milieu de la santé, aurait bien aimé vivre dans Rosemont ou dans Hochelaga-Maisonneuve, mais elle a finalement trouvé ce qui répondait à ses besoins à l'autre bout de la ville, dans Mercier.

Pour avoir droit à l'ancienne subvention de 6000\$, «il fallait que ce soit un premier achat, que ce soit un condo neuf et que le prix d'achat soit de 180 000\$, taxes incluses», explique-t-elle.

M^{me} Lippé a cherché un condo près du centre-ville. «À 180 000\$, il n'y a pas grand-chose. C'est souvent un sous-sol et il n'y a pas de place de stationnement, indique-t-elle. Il y en a, mais ce ne sont pas des condos neufs.»

Selon elle, l'ancien programme d'aide à l'accession à la propriété, comme le nouveau avec un prix maximal augmenté à 200 000\$, «ne reflète pas la réalité des offres sur le marché».

La Montréalaise s'est finalement résignée à acheter dans Mercier. «Je me suis éloignée. Je suis près de Montréal-Est. Rosemont ou Hochelaga, c'était trop cher.»

Point positif, elle s'est rapprochée de son travail. Et aujourd'hui, elle est bien heureuse dans son chez-soi. «C'est certain que j'aimais marcher sur l'avenue du Mont-Royal,



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Acheter une première propriété à Montréal et bénéficier de subventions implique le plus souvent de s'éloigner des quartiers centraux.

mais j'ai fait des concessions pour avoir ma place à moi.»

Ce n'est que 10 mois après avoir emménagé que M^{me} Lippé a finalement obtenu sa subvention de 6000\$. «Mais il y a des frais de notaire, souligne la femme de 36 ans. Il faut faire un contrat avec la Ville, car on doit habiter dans la propriété pendant trois ans. Les frais de notaire m'ont déçue, et j'ai trouvé que le processus administratif était long.»

Partir, puis revenir

Les nouvelles mesures d'accès à la propriété qu'a annoncées Gerald Tremblay visent à retenir les familles à Montréal plutôt que de les voir quitter l'île pour la banlieue.

«Je ne pense pas que les nouvelles mesures vont faire qu'une famille choisisse de rester à Montréal», lance Louise Lippé, sœur de Marie-Hélène.

À la naissance du premier de ses trois enfants, en 2001, Louise Lippé et son mari ont quitté le 514 pour Boucherville, «car c'est ce qu'on pouvait se payer», raconte-t-elle.

Mais à la naissance du deuxième, le couple, qui travaille dans le domaine de la télévision, a décidé de revenir de l'autre côté du pont Jacques-Cartier. «Avec le boom immobilier, notre maison avait pris de la valeur, ce qui nous a permis d'avoir les moyens de revenir en ville.»

Depuis 2006, la famille Lippé vit dans un triplex de Villeray. Ils sont un peu à l'étroit, surtout depuis la naissance du petit dernier, il y a à peine trois semaines. «Le plus grand compromis, c'est les locataires. Quand le bébé pleure la nuit, on a peur de les réveiller.»

M^{me} Lippé n'a plus de cour gazonnée, mais un parc à quelques pas de sa porte d'entrée. «Et ma maison vaut plus cher.»

* L'ancienne somme forfaitaire remise était de 6000\$. Elle est maintenant de 4500\$, en plus d'un remboursement de 40% des droits de mutation immobilière, communément appelés taxe de bienvenue (voir tableau ci-contre).

SOMMAIRE

Amusez-vous!
AFFAIRES 16Astrologie du jour
AFFAIRES 14Décès
AFFAIRES 14 et 15Forum
A 23 et A 24Horaire télévision
ARTS 4Loteries
A 5Monde
A 19 à A 21Personnalité
ARTS 6Petites annonces
AFFAIRES 4 et 13Sudoku
AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec faible pluie,
vents légers, maximum 4,
minimum 0. AFFAIRES 13VOUS AVEZ UNE
NOUVELLE À NOUS
TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.caUN COMMENTAIRE
SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

MONTRÉAL COURTISE LES FAMILLES

AUTRES MESURES ANNONCÉES PAR LE MAIRE TREMBLAY



Création du réseau « Haltes familles » (espaces de stationnement réservés).



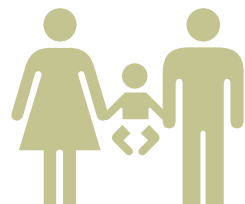
Pour les familles nouvellement propriétaires, six mois de transports en commun gratuits à l'achat d'une carte OPUS annuelle.



Investissements dans les parcs. Amélioration du portail des bibliothèques.



Inscription en ligne à plusieurs activités de sports et de loisirs.



Lieux « certifiés qualité famille » dans des immeubles municipaux.



Un réseau internet sans fil sera implanté au complexe sportif Claude-Robillard et dans les arénaux Maurice-Richard et Michel-Normandin.

restent encore rares

Le programme d'aide à l'accession à la propriété ne vise pas les gens aisés du Plateau qui ne déménageraient jamais dans le 450. Des 1250 unités résidentielles qui sont subventionnées par la Ville de Montréal chaque année, 83 % sont achetées par des ménages dont les revenus sont inférieurs à 70 000 \$, indique le maire de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Et environ 20 % des subventions servent à l'achat d'une propriété avec trois chambres.

« C'est notre cible, fait valoir Michael Applebaum. Notre but est d'aider les personnes et les familles qui ne peuvent pas mettre une mise de fonds importante. »

Duplex et triplex

Ce sont surtout les couples sans enfant et les célibataires qui profiteront du nouveau programme d'accès à la propriété, selon Paul Martin.

Le vice-président des ventes et du marketing chez Samcon est heureux que le prix d'achat maximal admissible soit passé de 180 000 \$ à 200 000 \$ pour les personnes qui achètent seules et à 235 000 \$ pour les couples qui achètent conjointement. « Beaucoup de nos clients en profitent, explique-t-il. On travaille à construire des condos qui répondent à la subvention et c'était difficile de



Les condos neufs avec trois chambres à moins de 295 000 \$ dans l'île de Montréal sont rares, a constaté *La Presse*. Sur notre photo, le projet immobilier Phoenix (en 2009), sur le boulevard Henri-Bourassa Ouest, vanté par le responsable de l'habitation à la Ville de Montréal, Michael Applebaum.

faire des condos à 180 000 \$, taxes incluses. Le prix médian d'un condo dans l'île est de 227 000 \$ », rappelle-t-il.

Les gens qui veulent acheter un duplex ou un triplex trou-

veront aussi leur compte dans les nouvelles mesures, indique Chantal de Repentigny, directrice adjointe, communications, relations avec l'industrie et affaires légales à

la Chambre immobilière du Grand Montréal (CIGM).

Dans toute l'île de Montréal (et pas seulement le territoire de la Ville), 325 duplex sont en vente actuellement à moins de

360 000 \$, sur un total de 776 (42 %), et 210 triplex sont proposés à moins de 400 000 \$, sur un total de 458 (46 %). Mais là encore, il faut s'éloigner de part et d'autre du mont Royal.

De nouveaux banlieusards heureux

ÉMILIE CÔTÉ

Jasmin et sa conjointe auraient aimé trouver une maison à deux étages ou un « plex » à Montréal. « Malheureusement, c'est l'exode », lance le père de 33 ans.

Sa copine et lui ne sont pas malheureux pour autant. Ils ont trouvé une petite maison dans le Vieux Saint-Lambert. Le couple pourra se contenter d'une seule auto, vu la proximité de la station de métro.

Selon Jasmin, les nouvelles mesures d'accès à

la propriété de la Ville de Montréal n'auraient pas aidé un couple comme le sien qui veut deux ou trois enfants. « Les gens comme nous qui font le geste d'aller en banlieue ne veulent pas vivre dans les extrémités de la ville. Même près des Galeries d'Anjou, un bungalow coûte de 320 000 à 333 000 \$. »

Mais Jasmin est heureux de son sort. « Je ne suis pas fermé à l'idée de revenir en ville, mais j'ai l'impression que je vais découvrir autre chose. »

De son côté, Marc-André Desjardins, qui vit dans « deux fois plus grand pour deux fois moins cher » à Boucherville plutôt que dans l'île, ne quitterait pas la Rive-Sud, même s'il avait une excellente offre pour une maison à Montréal.

Le père de trois jeunes enfants aime la quiétude de la banlieue. Sa conjointe, qu'il a dû convaincre de quitter le 514, s'y plaît également. « Aujourd'hui, elle ne voudrait pas s'en aller. Nous sommes heureux d'être ici. »



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Pour plusieurs jeunes familles, aller vivre en banlieue demeure un meilleur choix que de rester à Montréal.

PROPRIÉTÉ NEUVE

Nouveaux acheteurs	Prix d'achat maximal admissible ¹	SUBVENTION	
		Somme forfaitaire	Remboursement des droits de mutation
Ménages sans enfant	200 000 \$	4 500 \$	40 %
Ménages sans enfant de deux personnes qui achètent conjointement	235 000 \$		
Ménages avec enfant(s)	265 000 \$	10 000 \$	100 %
	295 000 \$ Pour un logement de trois chambres à coucher et plus d'au moins 96 m ² (1033 pi ²)	12 500 \$	

¹ Comportant les taxes et les extras. Le prix d'achat maximal est majoré de 2 500 \$ lorsque le bâtiment est certifié Novoclimat ou de 5 000 \$ lorsqu'il est conforme à la certification LEED.

Source: Ville de Montréal

PROPRIÉTÉ EXISTANTE

Clientèle	Prix d'achat maximal admissible ²	SUBVENTION
		Remboursement des droits de mutation
Ménages sans enfant	DUPLEX 360 000 \$	40 %
	TRIPLEX 400 000 \$	
Ménages avec enfant(s)	DUPLEX 360 000 \$	100 %
	TRIPLEX 400 000 \$	

² Comportant le terrain et le bâtiment.

Note: Ce programme s'applique aux nouveaux acheteurs. Ces modalités du programme devront préalablement être approuvées par le Conseil municipal avant d'entrer en vigueur.

Source: Ville de Montréal

Le vrai fumiste n'est pas Rapaille



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Hein, quoi, Clotaire Rapaille serait un fumiste? Incroyable! Annulez tous les rendez-vous du maire Labeaume! Appelez Guy Bertrand!

Depuis que *Le Soleil* a révélé une série de faussetés et de gonflements dans le curriculum vitae du refaisseur d'image, le maire de Québec exige des explications. Il a convoqué un entretien téléphonique d'urgence. Il examine même ses recours!

Je me demande bien qui est le plus fumiste des deux. Celui qui laisse le *New York Times* l'appeler «psychiatre». Ou le maire de Québec, qui veut nous faire croire que toute la démarche ridicule de psychanalyse-spectacle est subitement remise en question parce que Rapaille a menti ici ou là.

Entendons-nous bien: je me suis régalé en lisant l'article du collègue Pierre-André Normandin, samedi. Le «docteur» Rapaille a un doctorat, apparemment, en anthropologie médicale, mais qu'on peut aussi qualifier de psychologie. Il a fait de la recherche en psychiatrie (moi aussi hier soir) et a travaillé auprès d'enfants autistes, mais de façon «limitée», concède-t-il sans gêne.

Pourtant, son site est beaucoup plus ronflant. Car c'est dans ce travail auprès de ces enfants qu'il aurait crié eureka: tout est dans l'empreinte originelle! C'est pourquoi il couche des centaines de gens dans ses groupes de discussion pour les faire parler de leurs souvenirs originels de Québec.

Mais que son CV soit vrai au quart, à la moitié ou aux trois quarts ne change rien à l'affaire. Ce n'est pas comme si Rapaille

devant tant de bagou et de science de la psyché commerciale. Il cause, le Clotaire! Il connaît le cerveau dans toutes ses parties, surtout la reptilienne! Le reptile gagne toujours, il le dit, le docteur Rapaille!

C'est d'avoir été séduit par cette idée qui est du plus haut comique. Le collègue Gagné du *Soleil* a raison de citer Gogol et Molière!

■■■

Le maire Labeaume ne se gêne pas pour le dire: il l'a «échappée», celle-là. Et pourtant, avec quelle ardeur il est monté au créneau l'automne dernier dans sa ville fortifiée, et encore cet hiver, pour défendre le «king»! Mais le king a commencé à déblâter un peu

Le maire Labeaume ne se gêne pas pour le dire: il l'a «échappée», celle-là. Et pourtant, avec quelle ardeur il est monté au créneau l'automne dernier dans sa ville fortifiée, et encore cet hiver, pour défendre le «king»!

avait envoyé son CV dans un concours. Il a eu de vrais contrats pour faire de vraies choses. Le maire l'a rencontré après qu'il eut séduit un auditoire d'affaires l'année dernière.

— Régis, Régis, FAUT que tu rencontres LE GARS qui va refaire le branding de Québec! Clotaire Rapaille, le king du branding!

Et voilà le bon maire de Québec qui tombe évanoui

trop contre la belle ville de Québec, dans une de ses nombreuses envolées. Sado-maso, les gens de Québec, obsédés par Montréal, etc.

Pas bon pour le maire, tout ça, et, soudain, le faiseur d'image est devenu un faiseur de troubles. Alors, quelle aubaine de le voir un peu déculotté sur la place publique!

Mais l'a-t-il écouté un peu avant? Quand il explique le suc-

cès du PT Cruiser de Chrysler, son prétendu bébé (mais on dirait que d'autres pères contestent cette paternité)?

Pourquoi ça s'est vendu si bien? L'extérieur du véhicule est masculin et l'intérieur est féminin, voyez-vous. Or, «tout le monde s'associe à ce concept parce que toute personne a passé environ neuf mois à l'intérieur d'une femme».

Avouez que vous n'y aviez jamais pensé. C'est pourtant élémentaire! Pour que les gens aiment une voiture, il faut reproduire l'intérieur capitonné de la femme, mais en moins aquatique.

J'en déduis que l'option toit ouvrant plaît surtout aux gens nés par césarienne.

■■■

France pendant la guerre).

Le type censé réinventer l'image supposément pousseuse de Québec loge-t-il dans un hôtel-boutique de Saint-Roch? Mais non. Il crèche au Château Frontenac. Quelle originalité!

Pas de surprise: dans le magazine *Style* du *New York Times*, en 2004, on le voit poser devant son manoir anglo-américain du XIX^e siècle et quelques voitures de luxe (dont une Rolls, évidemment).

«Je ne suis pas un expert en tendance, a-t-il dit à la journaliste en demandant qu'on jette une autre bûche au foyer. Je suis l'expert de ce qui ne change pas, d'une génération à l'autre.»

Euh... c'est pas censé être l'homme qui va trouver le moyen d'attirer la jeunesse branchée à Québec, l'anti-vieilles-pierres, l'abolisseur des clichés réducteurs?

Alors, fumiste tant que vous voulez, mais c'est écrit en lettres de feu sur son front, visibles à l'œil nu. On voit immédiatement à qui on a affaire. Il marche à l'intuition et facture gros. Il n'en fait pas mystère, c'est son fond de commerce pour ainsi dire.

Il demande 250 000\$, on les lui donne, allez le blâmer!

Celui qui a l'air fou ce matin n'est pas Clotaire Rapaille, c'est Régis Labeaume, qui s'est inventé un problème d'image dans une ville où, enfin, tout allait bien.

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

Polémique linguistique à la succursale de Westmount La SAQ acceptera de distribuer des journaux anglophones

CATHERINE HANDFIELD

Dans la foulée de la polémique linguistique survenue à Westmount, la Société des alcools du Québec (SAQ) acceptera de distribuer des journaux anglophones à l'entrée de sa succursale de la rue Sherbrooke Ouest.

«La SAQ n'a pas à choisir. Nous avons donc décidé d'accepter les deux (hebdomadaires anglophones du quartier)», a déclaré Isabelle Merizzi, directrice des affaires publiques de la SAQ.

The Westmount Independent et *The Westmount Examiner* seront distribués dans les présentoirs du nouveau magasin de Westmount, qui ouvrira cet été.

Cette décision survient à la suite de la controverse qui a secoué Westmount il y a trois semaines. La directrice de la succursale de la rue Sherbrooke Ouest, Maryse Lavallée, avait déclaré au *Westmount Independent* qu'à sa connaissance, la

SAQ refusait de distribuer des journaux anglophones dans ses succursales.

Cette nouvelle avait provoqué une levée de boucliers à Westmount, où les deux tiers de la population sont anglophones. Certains y ont vu une dimension politique, puisque Maryse Lavallée a été candidate du Bloc québécois en 2008.

Par la suite, le bureau des communications de la SAQ a nié les propos de sa directrice sur plusieurs tribunes.

Isabelle Merizzi a expliqué que la SAQ venait d'adopter une nouvelle politique pour limiter le nombre de publications externes dans ses magasins.

Depuis décembre, les directeurs de succursale doivent sélectionner un seul journal représentatif de la population, «francophone ou anglophone», a-t-elle précisé. «Il y a peut-être eu une mauvaise interprétation de la politique à la succursale de Westmount. Ça n'a jamais été un enjeu linguistique, loin de là.»

EN PRIMEUR CE SOIR...  **ARTS ET SPECTACLES**
LA PRESSE



LE SOUCI DU DÉTAIL
N'EST PAS UN LUXE.

Vous offrir un véhicule d'occasion nous inspire aussi.

C'est pourquoi chaque Infiniti, qui a précédemment fait

la joie d'un conducteur, comprend :

Inspection en 160 points • Couverture jusqu'à 96 mois / 160 000 km

Rapport d'historique de véhicule CarProof® • Assistance routière

24 heures sur 24 • Politique d'échange de 10 jours / 1500 km

Appréciez-en plus sur infiniti.ca

 **VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS**

® «CarProof» est une marque de commerce déposée des rapports vérifiés d'historiques de véhicules CarProof. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques d'Infiniti sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2010-03-28

Quotidien 3 582 02 06 12 24 30 36 37 38 40 41 01 02
4 7457 45 46 47 48 51 52 53 57 63 64 21 38 39

Panéo Jour - Mois - Année - Signe **Extra** 2140983
28 JUIN 26 TAUREAU

Results des tirages du : 2010-03-27

649 02 04 09 29 compl. 13 14 22 21 compl. 49
22 43 44 39 45 46

GAGNANTS		LOTS		GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	4 362 170,00 \$	6/6	0	2 000 000,00 \$	5/6+c	1
5/6+c	7	41 814,30 \$	5/6+c	1	75 000,00 \$	5/6	5
5/6	151	1 601,30 \$	5/6	5	750,00 \$	4/6	512
4/6	8 087	56,60 \$	4/6	512	75,00 \$	3/6	10 177
3/6	142 544	10,00 \$	3/6	10 177	10,00 \$	2/6+c	7 951
2/6+c	95 561	5,00 \$	2/6+c	7 951	5,00 \$		
Ventes totales :		14 880 184 \$	Ventes totales :		736 519,00 \$		
Prochain gros lot (approx.):		3 500 000 \$					

Quotidien 3 596 01 02 03 05 12 17 22 27 28 30 03 15
4 9282 31 32 34 43 55 56 59 64 65 66 32 34 35

Panéo Jour - Mois - Année - Signe **Extra** 0191404
25 JUILLET 32 VERSEAU

Results des tirages du : 2010-03-26

MAX 7/7 0 15 000 000,00 \$
6/7+c 1 246 143,70 \$
6/7 41 6 003,50 \$
5/7 2 475 124,30 \$
4/7 55 177 20,00 \$
3/7+c 51 943 20,00 \$
3/7 489 626 Participation gratuite

Ventes totales : 19 731 450 \$
Prochain gros lot (approx.): 20 000 000 \$

Extra 9124590

Gagnant à vie!

Annnonce du gagnant de 1 000 \$ par semaine à vie sur les ondes de NRJ le 1^{er} avril!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Négociations dans les secteurs public et parapublic

Une offre raisonnable et responsable

L'état actuel des finances publiques commande un contrôle rigoureux des dépenses.

Le gouvernement offre à ses **475 000** employés représentés par le Front commun des augmentations salariales et des améliorations aux conditions de travail qui ajouteront **2,3** milliards de dollars sur cinq ans à une masse salariale qui atteint plus de la moitié du budget de l'État. Il s'agit d'un effort important pour assurer le maintien des services publics.

Contrairement à plusieurs autres secteurs d'activité, les employés des secteurs public et parapublic regroupés dans le Front commun ne subiront aucune mise à pied, aucune baisse de salaire et bénéficieront toujours d'un régime de retraite garanti.

Voici des exemples de ce que nous proposons aux syndicats :

- Revoir les compensations offertes aux infirmières qui travaillent le soir, la nuit et la fin de semaine.
- Offrir plus de flexibilité dans l'aménagement des horaires de travail des infirmières pour améliorer la stabilité des équipes, la rétention du personnel et le transfert des connaissances.
- Réduire la précarité d'emploi des enseignants en début de carrière et favoriser une plus grande stabilité de leur présence auprès des élèves.
- Accroître les ressources humaines pour améliorer la réussite éducative des élèves en difficulté.
- Augmenter la souplesse et la polyvalence dans la structure des tâches de certaines classes d'emplois dans la fonction publique.

Nous partageons les mêmes objectifs d'amélioration des services publics dans le respect des employés de l'État. Le meilleur moyen pour atteindre ces objectifs consiste à négocier.

**UNE OCCASION HISTORIQUE DE SIGNER
UNE ENTENTE POUR LE 31 MARS 2010**

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC

Rencontre de la dernière heure à Québec

DENIS LESSARD ET
DAPHNÉ CAMERON

QUÉBEC — À trois jours de l'échéance qu'ils s'étaient donnée pour en arriver à une entente négociée, le Front commun et le gouvernement Charest tiendront ce soir une réunion au sommet pour tenter de débloquer les discussions.

La présidente du Conseil du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay, a confirmé hier la tenue de la rencontre à ses bureaux de Québec. Les ministres de la Santé et de l'Éducation, Yves Bolduc et Michelle Courchesne, prendront part à la réunion sollicitée par les syndicats.

La demande a été adressée hier, après un conciliabule des leaders syndicaux à Montréal. Du côté syndical, on souhaite mettre toute la pression possible sur Québec dans l'espoir d'un débloqué, qui est loin d'être évident aux tables sectorielles.

« Ce ne sera pas notre première rencontre et j'ai toujours dit que ma porte était ouverte pour nous donner toutes les chances en vue d'une entente négociée pour le 31 mars. Les enjeux sont trop importants. Il faudra toutefois que cette rencontre s'attaque aux priorités » a prévenu hier M^{me} Gagnon-Tremblay.

Le fameux « blitz de négociations » annoncé la semaine dernière par la présidente du Conseil du Trésor n'a pas été déterminant : les négociateurs patronaux n'avaient clairement pas de nouveaux mandats. L'annonce de ces négociations intensives, il faut le rappeler, était tombée à la veille d'une imposante manifestation des centrales à Montréal qui avait rassemblé plus de 75 000 personnes.

La question salariale sera réglée en dernier. Les centrales ont suggéré récemment de nouveaux modes de calcul, mais on estime de part et d'autre qu'une fois le normatif réglé, les discussions sur les salaires débou-

cheraient rapidement. Québec, qui tient à ce que la convention de cinq ans ne dépasse pas les 2,3 milliards de dollars, offre une augmentation totale de 7% (dont 5% en salaire). Les centrales, qui représentent 475 000 employés, demandent 11,2% en trois ans.

« Nous aborderons cette dernière ligne droite avec ouverture, mais serons conscients de nos responsabilités envers les contribuables et de notre capacité de payer dans le contexte difficile du retour à l'équilibre budgétaire », a dit la ministre Gagnon-Tremblay.

La FIQ rompt
les négociations

Au cours des derniers jours, les pourparlers ont avancé aux tables de la fonction publique, et un peu aussi à l'éducation, mais vendredi soir, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) a quitté la négociation et annoncé son intention d'enclencher un processus de médiation formel.

Le fossé entre les deux parties serait si grand que, déjà, le syndicat prépare sa politique sur les services essentiels qui seraient maintenus en cas de moyens de pression.

« Nous n'avons pas encore parlé de débrayage avec nos membres, mais pour ne pas se faire prendre, il faut fourbir nos armes, a déclaré samedi à *La Presse* la présidente de la FIQ, Régine Laurent. Nous avons été leurrés durant des semaines. Nous sommes allés à la table de négociations avec toute notre bonne volonté, mais le gouvernement ne précisait jamais comment il allait appliquer les principes qu'il proposait. Hier soir, le chat est sorti du sac! »

Le syndicat est déjà doté d'un mandat pour demander une médiation au moment « jugé opportun ». Et « ce moment sera vite arrivé », a souligné Régine Laurent. L'arrivée d'un tiers à la table de négociations ne mettrait cependant pas le gouvernement « à l'abri de moyens d'action », a-t-elle ajouté. Pour

la FIQ, les négociations achoppent sur plusieurs points, dont le recours aux agences privées d'infirmières. « Ils nous ont dit: la prohibition des agences privées, oubliez cela, on n'en parlera jamais. »

Les deux parties ne parviennent également pas à s'entendre sur des questions liées à l'organisation du travail. Au cours des dernières semaines, de petits groupes d'infirmières de quatre établissements du Québec ont refusé d'entrer au travail pour protester contre les heures supplémentaires obligatoires. En raison de la pénurie de main-d'œuvre, des infirmières doivent parfois faire des quarts de travail de 16 heures.

Québec refuse de parler du contenu de l'offre déposée hier. « On ne veut pas négocier les enjeux sur la place publique », a déclaré l'attachée de presse du ministre de la Santé, Yves Bolduc, Karine Rivard, en précisant que les demandes de la FIQ se chiffraient à 2 milliards.

200^e épisode



Réalisatrice-coordonnatrice: Carole Desjardins



L'AUBERGE DU CHIEN NOIR

CE SOIR 20 H

DERNIÈRE DE LA SAISON

ACTUALITÉS

Influence de la FTQ sur le gouvernement Charest

Bellemare enfonce le clou

JOSÉE GUIMOND
LE SOLEIL

L'ex-ministre Marc Bellemare a joint *Le Soleil*, hier, pour répondre au président de la FTQ Michel Arsenault, après que ce dernier eut réagi aux propos de M. Bellemare sur l'influence «étonnante» de la FTQ sur le gouvernement Charest. Une réplique à la réplique, en quelque sorte.

«M. Arsenault est mal placé pour donner des leçons de crédibilité à qui que ce soit, étant donné qu'il n'en a plus», a d'abord lancé Marc Bellemare. «Les gros bras, ça marche pas avec moi», a-t-il dit.

Rappelons les faits. Samedi, *La Presse* a rapporté, comme l'avait fait *Le Soleil* il y a quelques jours, que Marc Bellemare jugeait que la FTQ avait une influence démesurée sur le gouvernement, citant en exemple la tentative de réforme de la Commission des lésions professionnelles (CLP), en 2004, qui se serait heurtée au veto d'Henri Massé, alors président de la FTQ, directement dans le bureau de Jean Charest.

Dans un communiqué publié samedi, Michel Arsenault, actuel président de la FTQ, a affirmé que cette réforme déplaisait à plusieurs groupes à l'époque, dont le

Conseil du patronat, qui avait aussi son représentant, Gilles Taillon, dans le bureau de Jean Charest.

M. Arsenault a conclu que c'est la frustration de Marc

«J'ai compris, ce jour-là, que le vrai PM du Québec s'appelait Henri Massé.»

Bellemare de voir ses projets échouer qui lui faisait dire «n'importe quoi».

«C'est complètement faux de dire que l'opposition à la réforme de la CLP était géné-

ralisée en 2004, soutient Marc Bellemare. Cette réforme était une promesse électorale et, en commission parlementaire, plus d'une vingtaine d'associations d'accidentés et d'avocats étaient venues l'appuyer. Même les juges de la CLP s'étaient présentés, pour une première fois en commission parlementaire, en faveur du projet.» M^e Bellemare soutient que la loi 35 aurait ainsi assuré une véritable indépendance des juges de cette instance, réclamée depuis plusieurs années.

Mais, pour suivre le mot d'ordre de réconciliation avec les syndicats, «le 29 mars 2004 à 16h dans son bureau de Montréal, Jean Charest s'est écrié. J'ai compris, ce jour-là, que le vrai PM du Québec s'appelait Henri Massé», a dit Marc Bellemare, qui confirme que Gilles Taillon était là aussi, mais que sa présence était plutôt discrète. «Jean Charest a baissé les

bras pour que la FTQ garde son influence. Ça m'a écoeuré. J'ai trouvé ça grossier et anti-démocratique.» Un mois plus tard, il quittait le gouvernement.

Questionné à savoir s'il y avait des objectifs précis derrière ses sorties médiatiques des derniers jours contre Jean Charest ou s'il exerçait une certaine vengeance, Marc Bellemare s'en est défendu. «*Le Soleil* m'avait questionné en 2007 (sur le copinage du gouvernement avec la FTQ) et l'a fait de nouveau il y a deux semaines, je n'ai fait que répéter ce que j'avais dit à l'époque.» Il soutient encore qu'il aura «des choses à dire», s'il y a enfin une commission d'enquête crédible sur tout ce qui se dit depuis trois mois sur le monde de la construction et les irrégularités dans le financement des partis politiques. M^e Bellemare a assuré ne pas songer à un retour en politique.

APPUI AUX TRAVAILLEURS DE SHELL



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Des centaines de travailleurs et une brochette d'élus ont manifesté, hier à Montréal-Est, dans l'espoir de sauver la raffinerie Shell. Au début de l'année, Shell a annoncé qu'elle transformera sa raffinerie de l'est de la métropole en simple terminal. Si le projet se concrétise, la vaste majorité des 500 travailleurs perdront leur emploi, tout comme 300 sous-traitants.

Des proches des hauts dirigeants de la FTQ employés par la CCQ

LA PRESSE CANADIENNE

La Commission de la construction du Québec (CCQ) emploierait plusieurs proches des hauts dirigeants de la FTQ-Construction, selon ce qu'a rapporté hier soir le réseau TVA.

La CCQ est l'organisme responsable de l'application des conventions collectives dans la construction et de la planification de la mobilité de

la main-d'œuvre sur les chantiers. Elle doit aussi s'assurer que chaque travailleur sur un chantier ait sa carte de compétence et elle enquête sur les dossiers épineux, comme les cas d'intimidation sur les chantiers de la Côte-Nord.

Or, des liens particuliers entre plusieurs membres du personnel de la CCQ et des centrales syndicales, particulièrement la FTQ-Construction, ont été énoncés.

Selon TVA, la plupart des hauts dirigeants de la FTQ-Construction ont des membres de leur famille immédiate qui travaillent pour la CCQ.

La conjointe de Richard Goyette, directeur général du syndicat, serait employée par la CCQ, tout comme la sœur d'Alain Pigeon, directeur général adjoint de la FTQ-Construction.

Ce serait également le cas de la fille d'Yves Mercure, président du syndicat, et de la fille d'Yves Ouellet, vice-président. Pierre Morin, directeur à l'organisation de la FTQ-Construction, et Robert Paul, directeur des opérations, auraient également des proches qui travaillent à la CCQ.

Des dirigeants de centrales rivales de la FTQ, la CSN et le Conseil provincial des métiers de la construction, auraient aussi des membres de leur famille immédiate au sein de la CCQ, mais dans des proportions moindres que la FTQ, selon l'enquête.

Cette situation est problématique, selon le président de l'Institut en éthique appliquée du Québec, René Villemure. «La CCQ est un organisme de surveillance qui dispose de grands pouvoirs, a-t-il dit. On peut pénétrer sur un chantier, on peut faire des vérifications. Avec de grands pouvoirs vient une exigence d'exemplarité et, dans ce cas-là, ça ne me semble pas être au rendez-vous.»

Le porte-parole de la CCQ, André Martin, a assuré que le personnel de la CCQ est embauché à la suite d'un «processus formel» qui comprend des tests de compétence.

Il a également mentionné qu'il est «un peu normal que les gens qui gravitent autour du monde de la construction, que ce soit du côté patronal ou syndical, s'intéressent à des postes à la Commission».

Dans un communiqué transmis hier soir, la FTQ-Construction a déclaré qu'elle ne voyait aucun conflit d'intérêts dans les liens de parenté entre ses hauts dirigeants et le personnel de la CCQ.

«Ces personnes ont été embauchées parce qu'elles étaient les plus compétentes pour leur poste. Prétendre autrement serait infliger à la CCQ et aux personnes mises en cause un procès d'intention qui est, selon nous, complètement hors d'ordre», a écrit le porte-parole de la FTQ, Éric Demers.

Falsification

Par ailleurs, Radio-Canada a révélé que la FTQ-Construction serait au cœur d'une affaire de falsification de documents. Cette affaire ferait l'objet d'enquêtes à la Sûreté du Québec... et à la CCQ.

Deux des formateurs de la FTQ ont été suspendus après avoir présumément falsifié des cartes de compétence d'ouvriers, selon Radio-Canada. Ces documents confirment que les détenteurs ont suivi le cours obligatoire de santé et sécurité au travail.

Les dossiers de plusieurs dizaines d'ouvriers seraient réexaminés pour vérifier s'ils sont conformes. Selon Radio-Canada, il y aurait eu échange d'argent dans cette affaire.

L'un des formateurs suspendus, Guy Dufour, ferait face à des accusations criminelles relatives à cette pratique, selon Radio-Canada.

— Avec Catherine Handfield

Design légendaire.

Les lignes classiques traversent le temps. La nouvelle 911 Turbo intègre harmonieusement le design moderne à la silhouette iconique de Porsche. Les feux à DEL ainsi que les sorties d'échappement élargies ajoutent une sophistication contemporaine. Reste que la confortable position de conduite, l'excellente visibilité et le côté étonnamment pratique, qui ont défini la 911 pendant plus de 40 ans, demeurent intemporels. Comme chaque modèle 911 original, la nouvelle 911 Turbo fait toujours tourner les têtes.



Technique révolutionnaire.

Sous la cuirasse, tout est différent. La performance et l'efficacité ne font plus cavalier seul. Comme sur chacun des récents modèles 911, le nouveau moteur de 3,8 litres est optimisé par l'injection directe d'essence (DFI). Le moteur génère 500 ch et permet de passer de 0 à 100 km/h en seulement 3,4 secondes, tout en consommant aussi peu que 8,1 l/100 km sur l'autoroute. La technologie de course automobile Porsche est développée afin de vous offrir le bolide le plus économique en carburant de sa catégorie. Un pur plaisir de conduite, sans sacrifice.



Les modèles 911.

porsche.ca/inattendu



PORSCHE

© 2010 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect du code de la route en tout temps. Modèle montré : 911 Turbo. Seul le modèle 911 Turbo Coupé avec PDK sirote 8,1 l/100 km. Consommation en ville (12,7 l/100 km), selon le Guide de consommation de carburant au : <http://oe.nrcan.gc.ca/transports/outils/guide-consommation-carburant/guide-consommation-carburant.cfm>. Passez chez votre Centre Porsche le plus près pour plus de détails.



AVANT LE BUDGET

De Québec, Le club des ex discute de leurs attentes.

LE CLUB DES EX
DEMAIN 12H30



ACTUALITÉS

AUCUN DÉTECTEUR DE FUMÉE DANS LE LOGEMENT

Quatre personnes périssent dans un incendie à Verdun

MARTIN CROTEAU

Trois adultes et un enfant de 7 ans sont morts, hier matin, lorsqu'un incendie a ravagé un immeuble de Verdun. Un drame qui aurait pu être évité, selon le Service des incendies de Montréal (SIM): tout indique que le logement où se trouvaient les victimes n'était pas muni d'un détecteur de fumée.

Peu avant 5 h, les pompiers se sont précipités au bâtiment de la rue Verdun. À leur arrivée, les flammes sortaient déjà des fenêtres. Aucun des occupants de l'immeuble n'était encore sorti. En fait, tout indique qu'ils n'étaient même pas éveillés.

« Ça a été la panique, a résumé André Brisson, qui habite à deux portes de là. Le monde criait, on entendait les vitres casser, les pompiers étaient partout. »

Si des occupants de l'immeuble étaient toujours endormis, c'est sans doute parce qu'il n'y avait pas de détecteur de fumée, selon le SIM. Ce sont d'ailleurs des cris, et non une sonnerie d'alarme, qui ont éveillé Pierre Gravel, qui habite un appartement du rez-de-chaussée. En voyant une épaisse fumée noire, il a quitté son logement en trombe.



Quatre personnes, dont un enfant de 7 ans, sont mortes dans l'incendie de leur logement de la rue Verdun hier matin. « Si le détecteur de fumée avait été installé et fonctionnel lors de l'incendie, on ne parlerait sûrement pas de quatre morts ce matin », a dit Luc Robillard, chef aux opérations du Service des incendies de Montréal.

« Je n'ai vu personne d'autre sortir, a-t-il relaté. C'est ce que je trouvais curieux. Il y avait de grosses flammes dans les fenêtres et personne ne sortait du bâtiment. »

À leur arrivée sur les lieux, les pompiers ont vite évacué une femme et un garçon du brasier pour tenter de les réanimer. Ils ont été transportés à l'hôpital de toute urgence, mais en vain.

Peu après, les secouristes ont sorti un autre homme et une femme des décombres. Encore là, il était trop tard pour les sauver. Ils ont été déclarés morts sur les lieux.

Au plus fort du brasier, une centaine de pompiers ont combattu les flammes.

En fin de matinée, hier, les pompiers continuaient de scruter les décombres. Les voisins des victimes ont pu entrer dans leurs logements pour y chercher des effets personnels. Des gants mauves et des tubes de plastique laissés derrière par les secouristes gisaient sur l'asphalte devant le bâtiment.

Les membres de l'unité de prévention du SIM ont passé la matinée à faire du porte-à-porte dans le secteur pour rappeler aux voisins l'importance de s'équiper d'un détecteur de fumée.

« Si le détecteur de fumée avait été installé et fonctionnel lors de l'incendie, on ne parlerait sûrement pas de quatre morts ce matin », a pesté Luc Robillard, chef aux opérations du SIM.

Parmi les victimes figurent une mère et son fils de 7 ans, ainsi qu'un couple qui logeait dans l'appartement. La famille était bien connue dans le quartier.

Jim Moore était sous le choc lorsque *La Presse* l'a rencontré, hier matin. Pas plus tard que samedi soir, il s'est rendu dans l'appartement des victimes pour regarder le match de hockey. Il est parti tôt après que le Canadien eut encaissé un but. Quelques heures plus tard, la conjointe de son ami et son fils de 7 ans étaient morts.

« C'est tragique de partir de cette façon, a-t-il confié. J'étais dans le quartier lorsqu'ils ont emménagé, c'était des amis, j'essayais de les aider quand ils en avaient besoin, mais ça, c'est trop. J'essaie de garder mon sang-froid, mais c'est trop. »

Les causes de l'incendie sont inconnues pour le moment.

La police de Montréal enquête sur deux meurtres

Deux hommes ont été arrêtés pour un homicide commis samedi après-midi à LaSalle

CATHERINE HANDFIELD

Deux hommes de 20 et 28 ans comparaitront au palais de justice de Montréal aujourd'hui relativement au meurtre commis dans l'arrondissement de LaSalle samedi après-midi.

L'affaire est survenue vers 16 h à l'angle de l'avenue Lafleur et de la rue Jean-

Milot. Selon des témoins, les deux hommes sont sortis d'une voiture pour interpellé la victime, un homme de 28 ans. Au terme d'une altercation verbale, la victime a été poignardée à plusieurs reprises. Elle a succombé à ses blessures en soirée.

Les agents du Service de police de la Ville de Montréal

(SPVM) ont interpellé les deux suspects quelques coins de rue plus loin. Les deux hommes, qui n'étaient pas connus des policiers, seront accusés de meurtre non prémédité, a précisé Yannick Ouimet, porte-parole du SPVM.

Autre meurtre

Par ailleurs, les enquê-

teurs de la Section des crimes majeurs du SPVM tentent toujours d'élucider un autre meurtre survenu ce week-end. Vers 15 h 45 samedi, une femme a appelé les policiers pour leur dire qu'elle venait de découvrir le corps de son amie dans son logement du boulevard Viau, à Saint-Léonard.

Le corps de la victime, âgée de 40 ans, portait des marques de violence. Les policiers ont interrogé plusieurs personnes qui ont participé à une fête dans l'appartement de la victime dans la nuit de vendredi. Au moment de mettre sous presse, aucune arrestation n'avait été faite.



APRÈS LE BUDGET

Le club des ex l'analyse dans une émission spéciale.

LE CLUB DES EX
DEMAIN 17H30





INTUITIF, ENGAGÉ, ÉNERGIQUE.

Un téléjournal à l'image de son journaliste présentateur, Patrice Roy.



LE TJ-MONTRÉAL

EN SEMAINE 18H

POLITIQUE

Clôture de la conférence des « grands penseurs » du Parti libéral du Canada

Les libéraux n'entendent pas hausser les impôts

HUGO DE GRANDPRÉ

Plutôt que de hausser les taxes, un gouvernement libéral gèlerait les impôts des entreprises – que les conservateurs entendent diminuer – et réduirait les dépenses du gouvernement afin de retrouver l'équilibre fiscal et de gérer les finances publiques.

C'est ainsi que le chef Michael Ignatieff a présenté le plan d'action financier de son parti, au terme d'une conférence de trois jours où une cinquantaine de conférenciers et d'experts ont échangé sur les défis de l'avenir pour le Canada et présenté des idées pour y faire face.

Au cours de cette fin de semaine, bon nombre de ces conférenciers ont souligné l'importance de reprendre les commandes des dépenses gouvernementales, alors que la population vieillit et que

le coût des services gouvernementaux, en santé notamment, promettent d'exploser.

Mais les libéraux ont été formels: pas question d'augmenter les impôts pour mettre ces idées et propositions en œuvre, du moins à court terme.

Leur plan, échelonné sur quelques années, prévoit plutôt

Le plan des libéraux, échelonné sur quelques années, prévoit le gel de l'impôt aux entreprises au niveau où il se trouvera lorsqu'ils prendront le pouvoir. Le gouvernement Harper prévoit baisser ce taux à 15 % d'ici 2012.

le gel de l'impôt aux entreprises, au niveau où il se trouvera lorsqu'ils prendront le pouvoir. Le gouvernement Harper prévoit baisser ce taux à 15 % d'ici 2012. En se basant sur le taux de 2010, qui est à 18%, le chef libéral croit pouvoir économiser de 5 à

6 milliards de dollars par an «en quelques années seulement».

Mais s'il venait à prendre le pouvoir plus tard qu'en 2010, cela ne veut pas dire qu'il augmenterait ce taux, même si cela signifie moins de revenus pour le gouvernement, puisqu'il aura continué à baisser entre-temps.

«Je ne veux pas augmenter les

présenté un plan semblable à celui des conservateurs, qui consiste à faire passer le déficit à 1 % de la valeur du PIB au cours des deux premières années d'un gouvernement libéral. S'il prenait le pouvoir en 2010, cela voudrait dire que le parti devrait faire baisser la dette à 17,5 milliards d'ici 2012 environ.

Pour y parvenir, un communiqué de presse a parlé de «réduction des dépenses grâce à des économies ciblées et viables en partenariat avec la fonction publique».

Michael Ignatieff a aussi promis de ne proposer de nouveaux programmes que s'ils peuvent être financés sans alourdir le déficit.

La conférence «Canada 150», qui se tenait au Complexe Desjardins, à Montréal, se voulait une discussion franche et non partisane visant à orienter les politiques du Parti

libéral du Canada. Les thèmes abordés comprenaient l'environnement, la santé, la culture et l'économie.

M. Ignatieff ne tarissait pas d'éloges, hier, au terme de l'exercice qui a réuni près de 300 personnes sur place et qui a été visionné par des milliers d'internautes. «Nous avons changé la politique et nous nous sommes changés nous-mêmes», a-t-il lancé lors de son discours de clôture.

Les artisans de la plateforme électorale du parti s'attelleront maintenant à la tâche de synthétiser le contenu des discussions de ces trois jours, d'en discuter encore davantage en assemblée partisane puis de rédiger un document final.

«J'aimerais avoir une plateforme – et par plateforme, je veux dire des propositions limitées, concrètes et bien chiffrées – peut-être à la fin de l'été. Parce que les Canadiens ont besoin d'une *alternative*», a-t-il dit.

Cette plateforme comprendra-t-elle une taxe sur le carbone, mesure qui avait nui aux libéraux lors des dernières élections, mais qui a donné lieu à de vifs débats au Complexe Desjardins samedi? Il faudra attendre pour le savoir: Michael Ignatieff a évité de répondre à la question, hier.

➤ «À la recherche de l'âme libérale», l'éditorial d'André Pratte à lire en A22.

Le PLC «risque de perdre son âme», dit Robert Fowler

L'ancien diplomate s'en prend également à la politique étrangère du gouvernement conservateur

HUGO DE GRANDPRÉ

L'ancien diplomate Robert Fowler a sévèrement critiqué tant le gouvernement Harper que le Parti libéral, hier, lors de la conférence des «grands penseurs» organisée par les libéraux à Montréal.

«Je crois que le Parti libéral a perdu son chemin, à tout le moins en termes de politiques. En fait, il court le risque de perdre son âme», a déclaré celui qui a été enlevé par Al-Qaeda au Niger en décembre 2008 et qui a été libéré quatre mois plus tard.

«À mes yeux, il semble que les libéraux d'aujourd'hui ne se tiennent pas debout pour leurs principes. J'ai l'impression qu'ils vont appuyer n'im-

porte quoi pour retourner au pouvoir», a-t-il ajouté lors de sa conférence qui s'est tenue hier matin.

Robert Fowler n'a pas non plus été tendre envers le gouvernement conservateur, dont il a attaqué la politique dans le conflit israélo-palestinien, qu'il a décrite comme électorale et dangereuse.

Il a aussi dénoncé la mission militaire en Afghanistan, qu'il juge injustifiée et sans aucune chance de victoire. «Une fois que l'on comprend et que l'on accepte cette réalité, c'est le temps de partir; pas un moment, pas une vie et pas un dollar plus tard», a-t-il affirmé.

Le Canada devrait plutôt miser sur l'Afrique, a plaidé M. Fowler. Il a d'ailleurs mis en

garde le gouvernement Harper de ne pas délaïsser le continent au seul motif qu'il représentait une part importante de la politique d'aide et de développement international des gouvernements précédents.

En point de presse, Michael Ignatieff a réagi en disant que Robert Fowler était un héros national qui avait tous les droits de dire ce qu'il pensait. Il a cependant ajouté qu'il n'était pas d'accord avec «chaque syllabe» prononcée par son invité.

«Je ne veux pas être arrogant dans ma réponse. Mais j'oserais dire que ce week-end, avec la contribution inattendue et immense des citoyens de tout le pays, nous avons retrouvé notre âme», a-t-il dit.



PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

Michael Ignatieff (à gauche) a réagi aux propos du diplomate Robert Fowler (à droite) en affirmant qu'il était un héros national qui avait tous les droits de dire ce qu'il pensait.



NOTRE ÉQUIPE, NOS REPORTAGES, NOS ANALYSES ET CÉLINE GALIPEAU.

Toutes nos forces sont réunies pour vous offrir le bulletin de nouvelles le plus complet.



LE TÉLÉJOURNAL

EN SEMAINE 22H

PREMIÈRE ÉDITION SUR RDI À 21H

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER, JEEP, DODGE ET RAM VOUS INVITE À

L'ÉVÉNEMENT
ROULEZ
VERS LE PRINTEMPS



Modèle Grand Caravan
SXT montré**

ÉCONOMIQUE
LOGIQUE

Autoroute: 8,4 L/100 km (34 mpg) Δ
Ville: 12,6 L/100 km (22 mpg) Δ

500\$* EN BONI
DU PRINTEMPS

SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2010

DODGE GRAND CARAVAN SE 2010

ACHÉTEZ-LA POUR

19 995\$[†] PLUS OBTENEZ
0%

PRIX INCLUT 6 000\$[‡] DE REMISE
AU COMPTANT ET 500\$* EN BONI
DU PRINTEMPS

TAP[†] FINANCEMENT
À L'ACHAT
POUR 36 MOIS

OU CHOISISSEZ
60\$
PAR SEMAINE

UN TAUX VARIABLE DE
2,25%
POUR 84 MOIS

★★★★★
Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA
aux essais de collision frontale et latérale**

DODGE JOURNEY SE 2010

ACHÉTEZ-LA POUR

18 495\$[†] PLUS OBTENEZ
0%

PRIX INCLUT 750\$[‡] DE REMISE
AU COMPTANT ET 500\$* EN BONI
DU PRINTEMPS

TAP[†] FINANCEMENT
À L'ACHAT
POUR 36 MOIS

OU CHOISISSEZ
55\$
PAR SEMAINE

UN TAUX VARIABLE DE
2,25%
POUR 84 MOIS

★★★★★
Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA
aux essais de collision frontale et latérale**



Modèle Journey R/T montré**

TOP SAFETY
PICK 2010

« MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ »
SELON L'IIHS

ÉCONOMIQUE
LOGIQUE

Autoroute: 7,9 L/100 km (36 mpg) Δ
Ville: 11 L/100 km (26 mpg) Δ

Les Recrues
DODGE

SIRIUS
RADIO SATELLITE
12 MOIS GRATUITS D'ABONNEMENT



DODGE



RAM

L'acheteur avisé lit les petits caractères. ■ * 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12. Les offres de l'événement « Roulez vers le printemps » s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement sur les modèles sélectionnés. Les offres ne sont applicables qu'au moment de l'achat d'un véhicule admissible du 2 mars au 31 mars 2010 chez les concessionnaires participants et peuvent être changées sans préavis. Voyez votre concessionnaire pour les détails et les conditions. Les frais d'inscription au RDPRM incluant les frais de registre (60 \$), les droits sur les pneus neufs (15 \$), le transport (1 400 \$), la taxe sur le climatiseur (lorsque applicable), l'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration du concessionnaire et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Le prix d'achat s'applique aux nouveaux Dodge Journey SE 2010 (JC04H9 + 22F), 18 495 \$; Dodge Grand Caravan SE 2010 (RKH5G + 24F), 19 995 \$; Dodge Ram 1500 SXT 4x4 2010 (D36L41 + 24A + AGR + XFI), 26 995 \$ et Jeep Patriot Sport 4x2 2010 (MKL74 + 25D), 18 995 \$. Le prix comprend, lorsque applicable, les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires, qui consistent en une remise au comptant, un boni du printemps et les options sans frais installées en usine. ** Offre en boni du printemps est offerte aux clients qui achètent ou louent un nouveau véhicule Chrysler, Jeep, Dodge et Ram, sauf Challenger, Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Sprinter, Ram Châssis-Cabine, Examples, Dodge Journey SE 2010 (JC04H9 + 22F), Dodge Grand Caravan SE 2010 (RKH5G + 24F), Dodge Ram 1500 SXT 4x4 2010 (D36L41 + 24A + AGR + XFI), Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4x2 2010 (D3L62 + 25A), Jeep Patriot Sport 4x2 2010 (MKL74 + 25D) avec un prix de vente de 18 495 \$ / 19 995 \$ / 26 995 \$ / 29 995 \$ / 31 995 \$ financé à un taux annuel de 0 % pour 36 mois équivalant à 156 paiements hebdomadaires de 118,56 \$ / 128,17 \$ / 173,04 \$ / 192,28 \$ / 189,71 \$, des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 18 495 \$ / 19 995 \$ / 26 995 \$ / 29 995 \$ / 31 995 \$. ‡ Tarif de financement à taux variable préférentiel de 2,25 % pour 84 mois offert pour la plupart des véhicules neufs 2010 sous réserve d'approbation de crédit de TD Canada Trust, avec un montant initial de 0 \$. Offert sur la plupart des modèles 2010 Chrysler, Jeep, Dodge et Ram, sauf Caliber Ensemble Valeur Plus et SE Plus, Grand Caravan Cargo, Sprinter, Ram Châssis-Cabine, Examples, Dodge Journey SE 2010 (JC04H9 + 22F), Dodge Grand Caravan SE 2010 (RKH5G + 24F), Dodge Ram 1500 SXT 4x4 2010 (D36L41 + 24A + AGR + XFI), Dodge Ram 2500 Cabine régulière 4x2 2010 (D3L62 + 25A), Jeep Patriot Sport 4x2 2010 (MKL74 + 25D) avec un prix de vente de 18 495 \$ / 19 995 \$ / 26 995 \$ / 29 995 \$ / 31 995 \$ financé à un taux annuel préférentiel de 2,25 % pour 84 mois équivalant à 156 paiements hebdomadaires de 54,33 \$ / 58,38 \$ / 80,17 \$ / 83,08 \$ / 41,56 \$, des frais de crédit de 1 498 \$ / 1 621 \$ / 2 198 \$ / 2 631 \$ / 1 135 \$ et une obligation totale de 19 994 \$ / 21 616 \$ / 29 193 \$ / 32 435 \$ / 15 130 \$. L'offre de taux variable préférentiel jusqu'à 84 mois est proposée pour le financement au détail. Le taux variable est le taux de financement préférentiel de TD et facturé en conséquence. Les paiements ainsi que le terme de financement peuvent varier à la hausse ou à la baisse selon les fluctuations de taux. Cette offre n'est pas valide pour les résidents du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. ** Prix des modèles montrés : Dodge Grand Caravan SXT 2010 : 26 195 \$, incluant 6 000 \$ en remise au comptant et 500 \$ en boni du printemps; Dodge Journey R/T 2010 : 27 395 \$, incluant 2 000 \$ en remise au comptant et 500 \$ en boni du printemps; Dodge Ram 1500 à cabine d'équipe Laramie 2010 avec Ram Box : 41 145 \$, incluant 5 750 \$ en remise au comptant, 500 \$ en boni du printemps et 1 000 \$ d'options sans frais installées en usine; Jeep Patriot Limited 4x4 2010 (MKL74-25J) : 22 995 \$, incluant 1 500 \$ de remise au comptant, 500 \$ en boni du printemps et 1 000 \$ en boni au comptant. † Affirmation basée sur les ventes totales enregistrées de janvier à septembre 2009 selon R.L. Polk. * Le RAM 1500 offre le V8 consommant moins de 6 litres le plus puissant dans sa catégorie. Δ Données basées sur le Guide de consommation de carburant 2010 des Ressources naturelles Canada (RNC). Votre consommation d'essence peut varier. ** Tests effectués par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). Méthodes de test utilisées lors de tests de collision frontale et latérale des modèles 2010 Dodge Grand Caravan, Journey et RAM 1500. ** SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. ® Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • RAM



RAM



Ram 1500 à cabine d'équipe Laramie**

PLUS JUSQU'À 1 000\$ D'OPTIONS SANS FRAIS INSTALLÉES EN USINE*

RAM 1500 QUAD CAB SXT 4X4 2010

ACHETEZ-LE POUR

26 995\$[‡] PLUS OBTENEZ **0%**

PRIX INCLUT 5750\$² DE REMISE AU COMPTANT, 500\$* EN BONI DU PRINTEMPS ET 1 000\$ D'OPTIONS SANS FRAIS INSTALLÉES EN USINE.

TAP[†] FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

LE CAMION LÉGER LE PLUS PUISSANT AU CANADA*

OU CHOISISSEZ

81\$ PAR SEMAINE

@

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE

2,25% POUR 84 MOIS

★★★★★
Cote de sécurité 5 étoiles de la NHTSA aux essais de collision frontale et latérale*

RAM HEAVY DUTY 2010

OBTENEZ 0% TAP[†] FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

OU CHOISISSEZ

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE **2,25%** JUSQU'À 84 MOIS



CAMION DE L'ANNÉE 2010 SELON MOTOR TREND



LE VUS LE PLUS ABORDABLE DE SA CATÉGORIE

JEEP PATRIOT SPORT 2010

ACHETEZ-LE POUR

13 995\$[‡]

PRIX INCLUT 1 500\$² DE REMISE AU COMPTANT, 500\$* EN BONI DU PRINTEMPS ET 1 000\$* EN BONI AU COMPTANT



MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ SELON L'IIHS



Modèle Patriot Limited 4x4 montré**

PLUS OBTENEZ 0% TAP[†] FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS

OU CHOISISSEZ

42\$ PAR SEMAINE

@

UN TAUX VARIABLE PRÉFÉRENTIEL DE

2,25% POUR 84 MOIS

CET ÉVÉNEMENT SPÉCIAL SE TERMINE **LE 31 MARS**

RECONSTRUIRE HAÏTI

SOLIDIFIER LES

Des ingénieurs québécois travaillent à la conception d'un

Rebâtir Haïti : après le tremblement de terre du 12 janvier, le projet est sur toutes les lèvres et pourrait bien devenir le plus vaste chantier de reconstruction de toute l'histoire moderne. Or, plusieurs sociétés québécoises, SNC-Lavalin en tête, joueront un rôle-clé dans cette entreprise titanique. Après avoir été ébranlées par le séisme, les firmes de génie de chez nous regardent maintenant vers l'avenir. Voici la deuxième partie de notre dossier sur un événement qui soulève à la fois des questions et des défis pour les ingénieurs québécois.



PHILIPPE MERCURE
PORT-AU-PRINCE



HUGO DE GRANDPRÉ
OTTAWA

Difficile d'imaginer plus tragique ironie. Le 10 janvier dernier, l'ingénieur québécois Tràn Triêu Quan débarque en Haïti pour travailler à la conception d'un nouveau code du bâtiment pour le pays.

Deux jours plus tard, l'hôtel Montana où il loge s'effondre. M. Quan n'en est jamais sorti vivant.

M. Quan était ingénieur chez Norbati, firme de génie-conseil de Québec. Avec le géant québécois SNC-Lavalin, Norbati avait remporté un important appel d'offres lancé par le gouvernement haïtien et financé par la Banque mondiale pour instaurer un code du bâtiment en Haïti.

Leur travail a débuté avant le tremblement de terre. Mais depuis le séisme, les deux firmes québécoises se retrouvent au cœur d'une mission particulièrement critique dans un pays dont la capitale et plusieurs autres villes importantes doivent être pratiquement reconstruites à neuf.

Pourquoi un code du bâtiment? Il suffit d'entendre le directeur du bureau haïtien de SNC-Lavalin, Bernard Chancy, parler du contexte dans lequel il travaillait jusqu'à présent pour comprendre.

Absence de références et de normes claires, manque de suivi, de contrôles, de sanctions : à l'écouter, on ne peut s'empêcher de lui poser la question. N'importe qui peut faire n'importe quoi, dans ce pays?

« Je n'aime pas les positions extrémistes, s'empresse de répondre M. Chancy. Mais bon, s'il fallait résumer rapidement, ce serait un peu ça : n'importe qui peut arriver ici et faire n'importe quoi. »

C'est ce que le nouveau code du bâtiment veut changer.

Le tremblement de terre du 12 janvier a cependant bouleversé le plan de match de SNC-Lavalin et Norbati. Poudre un code du bâtiment

en bonne et due forme devrait prendre environ huit mois, explique M. Chancy. C'est trop long pour le demi-million de sans-abri qui doivent se reloger le plus rapidement possible.

Guide

SNC-Lavalin a donc décidé de produire un « guide des bonnes pratiques en matière de construction » pour tous ceux qui commencent déjà à reconstruire eux-mêmes leur maison, leur commerce ou divers bâtiments.

Il ne s'agira pas de lois strictes, mais plutôt de conseils et de directives qui peuvent être rédigés plus rapidement. Une première version du document a déjà été présentée au gouvernement haïtien; la version

Ces étapes supplémentaires entraînent une charge de travail plus importante que prévu pour SNC-Lavalin, dont l'expertise est déjà grandement sollicitée pour évaluer la solidité de plusieurs bâtiments depuis le séisme.

« On a dû faire du recrutement localement, on a dû demander du renfort au bureau du Canada », dit M. Chancy.

L'aspect séisme

Le tremblement de terre viendra-t-il modifier la façon de préparer le code national haïtien?

« Les différents risques dont il fallait tenir compte étaient définis dans l'appel d'offres initial. Oui, les séismes en faisaient partie. Mais c'est sûr qu'après un événement comme celui du 12 janvier,

« Je n'aime pas les positions extrémistes. Mais s'il fallait résumer rapidement, ce serait un peu ça : n'importe qui peut débarquer ici et faire n'importe quoi. »

— Bernard Chancy, directeur du bureau haïtien de SNC-Lavalin

finale est prévue pour la fin avril.

« En Haïti, une grande partie des bâtiments sont construits par des ouvriers plus ou moins expérimentés qui n'agissent pas nécessairement sur la base de plans approuvés par des ingénieurs. Ces gens ne vont pas attendre: ils commencent déjà à reconstruire. Alors il faut sortir rapidement des directives pour dire: ça, ça va tenir. Et ça, ça ne tiendra pas », explique M. Chancy.

SNC-Lavalin publiera aussi un « cahier des exigences minimales », autre étape intermédiaire qui permettra d'orienter la reconstruction avant la publication du code du bâtiment lui-même. SNC croit également être en mesure d'accoucher du document d'ici la fin avril.

L'aspect séisme, on va regarder ça deux fois », répond Bernard Chancy.

La firme montréalaise d'urbanistes Daniel Arbour et associés sera elle aussi aux premières loges pour la reconstruction d'Haïti. DAA est sur place depuis plusieurs années. C'est elle qui avait entre autres remporté un concours vers le milieu des années 90 pour mener un vaste projet de réfection des infrastructures à Port-au-Prince et en périphérie, chapeauté par la Banque interaméricaine de développement.

Arbour est encore très actif sur place, notamment comme consultant en appui technique et en renforcement institutionnel au ministère haïtien de la Planification et de la Coopération externe.

PRÉCISION

Dans l'article sur le génie québécois en Haïti publié samedi, on aurait dû lire que ce sont les plans préliminaires de l'agrandissement de la Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire de Damien qui ont été dessinés par l'architecte Guy de Varennes.



PHOTO ESTEBAN FÉLIX, ARCHIVES AP

Le gouvernement haïtien parle non seulement de reconstruire des bâtiments, mais aussi la « confiance des citoyens envers leurs institutions ».

Conférence internationale à New York

PHILIPPE MERCURE ET HUGO DE GRANDPRÉ

Les firmes québécoises, comme celles d'ailleurs dans le monde, attendent le début de la reconstruction avec impatience. Quelques appels d'offres ont déjà été lancés, mais ils concernent des projets plus urgents, comme les projets d'assainissement. Pour la reconstruction elle-même, il faut attendre.

Une étape importante sera franchie mercredi, alors que les grands bailleurs de fonds se réuniront au siège social de l'ONU, à New York, pour établir une stratégie de reconstruction. Associations humanitaires, institutions économiques internationales

et États (dont les gouvernements québécois et canadiens) seront présents.

Durant cette conférence, on devrait annoncer la mise sur pied d'un nouveau groupe international, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti. Le Canada s'apprêterait à payer 100 millions de dollars pour occuper un siège au sein de la Commission, selon La Presse Canadienne.

La semaine dernière, des médias ont déjà dévoilé l'essentiel du plan que le gouvernement haïtien compte présenter à New York. On fait état d'un plan de 12,2 milliards de dollars US qui dépasse largement le cadre de la brique et du mortier. Le

gouvernement haïtien parle non seulement de reconstruire des bâtiments, mais aussi la « confiance des citoyens envers leurs institutions ».

Le plan prévoit entre autres profiter du fait que des centaines de milliers de citoyens ont quitté la capitale pour décentraliser le pouvoir haïtien. Il propose aussi des mesures de reboisement, de réforme de la police et de gratuité de l'éducation d'ici 2020.

Une fois les priorités établies, une agence ou une fiduciaire formée des grands donateurs pourrait être mise sur pied pour appuyer le gouvernement haïtien dans la gestion de cet immense chantier.

— Avec La Presse Canadienne

ACURA GABRIEL

RDX
avec
SH-AWD

Paiement mensuel
Location 48 mois
388\$*
Comptant initial 5,998\$
Rabais de
2,000\$
à l'achat comptant



VOUS LOUEZ DÉJÀ UNE ACURA?

-2%

RÉDUCTION DE TAUX
À l'achat ou à la location de
tous véhicules Acura 2010.

MDX
with
SH-AWD

Paiement mensuel
Location 48 mois
548\$*
Comptant initial 6,748\$
Rabais de
4,500\$
à l'achat comptant



TL
disponible avec
SH-AWD

Paiement mensuel
Location 48 mois
388\$*
Comptant initial 5,998\$
Rabais de
4,500\$
à l'achat comptant



*Offres de location d'une durée limitée du 2 au 31 mars 2010. Basés sur les nouveaux modèles du RDX 2010 (TE142), MDX 2010 (VD2H2A), et TL 2010 (UA8F2A) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation du crédit. Paiements mensuels pour une période de 48 mois de 388\$/548\$/388\$ avec un comptant initial de 5998\$/6748\$/5998\$ ou échange équivalent. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits au registre, les frais de transport et d'inspection pré-livraison ainsi que les frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, les droits sur pneus neufs et les taxes sont en sus. Allocation de 96,000 km pour 48 mois, 0.15\$/km excédentaire. Photos à titre indicatif seulement. Les offres sont sujettes à changement sans préavis. Détails chez Acura Gabriel.

www.acuragabriel.com

4648, Boul. Saint-Jean, D.D.O.

(514) 696-7777

Ligne Montréal: 514.875.3998



PRATIQUES

code du bâtiment en Haïti



PHOTO JORGE SAENZ, AP

Pondre un code du bâtiment en bonne et due forme devrait prendre environ huit mois, un délai trop long pour le demi-million de sans-abri qui doivent se reloger le plus rapidement possible. SNC-Lavalin a donc décidé de produire un « guide des bonnes pratiques en matière de construction » pour tous ceux qui commencent déjà à reconstruire eux-mêmes leur maison, leur commerce ou divers bâtiments.

L'associé responsable d'Haïti chez Arbour, René Hubert, juge qu'une bonne reconstruction passe non seulement par un code du bâtiment solide et crédible, mais également

par des exigences beaucoup plus strictes en matière de surveillance des projets de construction.

« Il faudra mettre l'accent sur la supervision, martèle

l'urbaniste. Tant dans la qualité de la supervision que celle des firmes qui sont retenues pour le faire. »

Selon plusieurs personnes interviewées dans le cadre de

ce reportage, les entreprises de construction sont trop souvent laissées à elles-mêmes, ce qui leur laisse la voie libre à tourner les coins ronds pour économiser temps et argent.

« Une fois que l'on a un bon code du bâtiment et qu'après, on s'assure que l'on a de bonnes firmes de supervision de chantier, on a les conditions gagnantes », dit René Hubert.

SNC-Lavalin appliquait les normes canadiennes

PHILIPPE MERCURE ET HUGO DE GRANDPRÉ

Comment travaillent les firmes étrangères dans un pays où il n'existe pas de normes et où personne ne fait de contrôle?

« Les gens qui évoluent dans le bâtiment en Haïti utilisent toutes sortes de références – des références qui

viennent avant tout de leur formation, de là où ils ont évolué, répond Bernard Chancy, directeur du bureau haïtien de SNC-Lavalin. Des ingénieurs français utilisent des codes français. Nous, on a naturellement, depuis le début, utilisé des codes canadiens. »

Le problème, explique M. Chancy, c'est que les

normes étrangères doivent s'adapter aux réalités d'Haïti. Elles doivent tenir compte des types de sol du pays, du climat, des risques d'ouragan et, évidemment, de séisme.

« C'est ce cahier d'exigences minimales propres à Haïti qui n'a jamais été défini », explique M. Chancy.

S'adapter

Dans ce contexte, les ingénieurs étrangers essaient de trouver la meilleure information possible pour adapter leurs normes étrangères aux réalités locales. SNC-Lavalin, par exemple, construisait-elle selon des normes parasismiques?

« Il n'y a pas de normes parasismiques haïtiennes,

répond Bernard Chancy. L'ingénieur qui fait le calcul tient compte du séisme, il regarde quel impact il peut avoir sur sa construction. Maintenant, quelle valeur il attribue au séisme en fonction de là où il se trouve, du type de sol sur lequel il construit... C'est là qu'il y a un manque de références en Haïti. »

NOUVEAUX ÉPISODES

CE SOIR 19 h 30
■ **COUREURS
DES BOIS**

LA MORILLE SAUVAGE :
RARE ET RECHERCHÉE
À SAVOURER : MORILLES FARCIES
AVEC UNE SAUCE À LA CRÈME
ET AU THÉ DU LABRADOR

NARRATION : FRED PELLERIN

telequebec.tv



Télé-Québec

La morille pousse
à Chibougamau !

ACTUALITÉS

Américains et Canadiens manifestent pour la clémence des services frontaliers

« On veut retrouver notre frontière amicale »

MARIE-CHRISTINE BOUCHARD
LA TRIBUNE

STANSTEAD — Les résidents de Stanstead et de Derby Line, au Vermont, en ont assez des mesures qui se resserrent sans cesse à la frontière. C'est pourquoi ils ont manifesté samedi rue Church, une des rues non gardées qui permettent de traverser d'un pays à l'autre.

Si une cinquantaine de Canadiens s'étaient déplacés pour l'occasion, leurs voisins américains étaient beaucoup plus nombreux, plus de 200, dont plusieurs brandissaient des pancartes appelant à la clémence des services frontaliers.

Selon les citoyens rencontrés sur place, la situation ne cesse de s'envenimer depuis plusieurs mois. Ils avaient d'ailleurs un bon exemple à raconter pour illustrer leurs propos.

En effet, Canadiens et Américains manifestaient aussi en guise de soutien à un Américain qui, récemment, a traversé la frontière canadienne pour aller acheter une pizza dans un restaurant. Au retour vers son pays, il a emprunté une rue non gardée pour se rendre au poste frontière situé non loin de là, qu'il considérait comme un raccourci, question d'éviter de monter une côte qu'il aurait dû gravir s'il avait marché du côté canadien pour se rendre au poste de garde.

« Il n'a pas eu le temps de se rendre au poste frontière avant d'être intercepté par les douaniers américains, qui lui ont remis une amende de 500 \$ », raconte Peggie Alger, Canadienne qui a toujours résidé à Stanstead.

« Ça n'a pas de sens. Avant, ici, c'était une frontière amicale. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, et on le déplore. On veut retrouver notre frontière amicale », poursuit M^{me} Alger.



Plus de 200 Américains et une cinquantaine de Canadiens ont manifesté à la frontière canado-américaine à Stanstead, samedi, afin de réclamer un peu plus de clémence de la part des services frontaliers.

Rue bloquée

Le maire de la municipalité québécoise a récemment fait bloquer la troisième et dernière rue qui menait au pays voisin sans passer par un poste frontière, afin d'éviter que tout citoyen ne puisse changer de pays par erreur.

« Nous ne sommes pas fâchés de cette décision,

parce que beaucoup d'étrangers passaient par là sans le savoir et les *border patrol* américains n'hésitaient pas à les arrêter. Les amendes sont de 500 \$ à 5000 \$, c'est énorme! C'est dommage, mais il faut passer par là pour éviter des problèmes aux gens qui ne connaissent pas bien le secteur », ajoute M^{me} Alger.

Même son de cloche du côté de Kim Prangley, Américaine qui vit à Derby Line.

« Cette barrière, c'est mal, mais je pense qu'elle est nécessaire en ce moment, dans les circonstances », explique-t-elle.

Cette dernière a été responsable à la bibliothèque Haskell pendant 24 ans, immeuble situé dans la rue

Church et qui est littéralement traversé par la frontière canado-américaine!

« Pendant toutes ces années, j'ai connu la facilité à traverser d'un pays à l'autre. C'était familial, c'était facile, on n'avait pas de problème. Aujourd'hui, tout a changé et c'est très mauvais, c'est triste pour nos deux pays », ajoute M^{me} Prangley.

Les conservateurs prêts pour la réforme du système d'admission des réfugiés

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le gouvernement fédéral est prêt à aller de l'avant avec sa vaste réforme du système d'admission des réfugiés au Canada, dans le but de se débarrasser plus vite des imposteurs et d'accepter plus rapidement ceux qui fuient des endroits dangereux.

On s'attend à ce que le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, dépose la législation controversée aussi tôt que cette semaine, et au plus tard à la fin d'avril.

Dans le discours de Trône, au début du mois, les conservateurs ont promis cette réforme qui cherche notamment à éliminer les années d'incertitude auxquelles font souvent face

les réfugiés qui sont réellement dans le besoin.

La loi séparerait les réfugiés en deux catégories: ceux qui proviennent de pays jugés sûrs et les autres qui arrivent d'endroits qualifiés de dangereux, dont les demandes seraient mises sur une voie rapide.

Faux demandeurs

Le ministre Jason Kenney a déclaré hier, lors de l'émission *Question Period* à CTV, que l'an dernier, le plus grand nombre de demandes de réfugiés ne provenaient pas d'un État totalitaire, mais plutôt d'une démocratie européenne.

Il a ajouté que la grande majorité de ceux qui arrivent par avion au Canada font une

demande de statut de réfugié seulement parce que cette façon de faire est plus pratique, et qu'ils retirent ensuite leur demande. « Cela me dit que le Canada... est devenu la destination de choix pour de faux demandeurs de statut de réfugié et c'est un poids énorme sur le système », a souligné Jason Kenney, qui calcule que chaque demande coûte aux contribuables 50 000 \$.

C'est le Ministère qui aura la tâche de déterminer quels pays recevront l'étiquette « sûre ».

La loi établirait aussi un nouveau processus d'appel des décisions, qui ferait en sorte que les demandeurs initialement rejetés pourraient reformuler une demande, et

même présenter de nouvelles preuves.

Mais le financement du projet de loi a rencontré des embûches, selon des sources.

La proposition aurait stagné pendant des mois au cabinet, alors que les ministres rechignent devant le coût présumé d'un demi-milliard de dollars pour mettre en place la réforme, afin d'aider les nouveaux arrivants à s'installer et de se débarrasser de toutes les demandes en attente de traitement.

Certains remettent en question la nécessité d'une réforme, accusant le gouvernement d'aggraver les problèmes existants en ne faisant pas d'embauches pour combler les postes vacants à la Commission.

EN BREF

Les ministres des Affaires étrangères du G8 réunis à Gatineau

Le Château Cartier de Gatineau, en Outaouais, accueillera aujourd'hui et demain les ministres des Affaires étrangères des pays du G8. Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, présidera les débats, qui porteront entre autres sur la sécurité. Les « menaces » nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord seront notamment à l'ordre du jour. Le Château Cartier sera sous haute surveillance. Pour des raisons de sécurité et de logistique, l'accès au terrain bordé par la rivière des Outaouais sera complètement restreint au public. Des manifestations sont prévues devant le complexe hôtelier.

— La Presse Canadienne

MICHEL
DÉSAUTELS
EN SEMAINE 15 H

Infirmières dans le réseau public et heureuses de l'être :
histoire d'un modèle qui fonctionne.

Reportage: Janic Tremblay Réal.-coord.: Jean-François Blais

 **95,1** FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/desautels





L'ÉVÉNEMENT POUR MOI C'EST MAZDA

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À **60 MOIS**[†]
ET
CONGÉ DE PAIEMENT^{††}
JUSQU'EN JUIN



Modèle GT illustré



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA
MEILLEURE PETITE VOITURE
moins de 21 000 \$

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

L'une des 10 meilleures
valeurs résiduelles du
Canadian Black Book**



Voiture de l'année
et meilleur achat

VOITURE DE TOURISME
LA PLUS VENDUE AU CANADA EN 2010*

MAZDA3 2010

Louez à partir de

199 \$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0 \$

Comptant
initial

Ou obtenez

0 % de financement
à l'achat jusqu'à

60

mois[†]



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT 2010

Louez à partir de

209 \$*

Par mois, pour 60 mois
Transport et
préparation en sus
0\$ dépôt de sécurité

0 \$

Comptant
initial

Ou obtenez

0 % de financement
à l'achat jusqu'à

60

mois[†]



Modèle GT-V6 illustré

MAZDA6 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES
MEILLEURE COTE POUR LES 5 ESSAIS*

Obtenez

0 % de financement
à l'achat jusqu'à

60

mois[†]



Modèle GT illustré

MAZDA5 2010

★★★★★
COTE DE SÉCURITÉ LA PLUS ÉLEVÉE
DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS
LORS D'ESSAIS DE COLLISION FRONTALE*

Obtenez

0 % de financement
à l'achat jusqu'à

60

mois[†]



Prix écoÉNERGIE
POUR LES VÉHICULES 2010 ***

OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 MARS

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

† Financement à l'achat aux particuliers de 0 % sur tous les modèles Mazda 2010 neufs. Exemples de financement: Basé sur la Mazda3 GX (D4XS50AA00)/Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00)/Mazda6 GS 4 cyl. (G4SY60AA00)/Mazda5 GS (E6SD50AA00) 2010 neuve avec un PDSF de 15 995 \$/16 995 \$/23 195 \$/20 495 \$ et un financement à l'achat de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$ au taux de 0 % pour 60 mois, les paiements mensuels sont de 250,00 \$/250,00 \$/333,33 \$/333,33 \$ et les frais de crédit de 0 \$ pour une obligation totale de 15 000 \$/15 000 \$/20 000 \$/20 000 \$. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. ** Aucun paiement avant 90 jours: Cette offre s'applique au financement à l'achat de toute Mazda 2009 ou 2010 neuve en inventaire, 90 jours après la date inscrite au contrat, l'acheteur effectuera les paiements mensuels selon les montants établis pour la durée du terme prévu au contrat. Applicable aux offres précédentes, les frais de transport et préparation (1 395 \$: Mazda3; 1 595 \$: Mazda6 et Mazda5), l'immatriculation, les assurances, les taxes et les frais d'inscription au RDPRM, le cas échéant, sont en sus. Un comptant initial pourrait être requis. * Offre portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4XS50AA00) et des Mazda3 Sport GX (D5XS50AA00) 2010 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés à la livraison. Frais de transport et préparation de 1 395 \$ en sus. Aucun comptant initial requis sur les Mazda3. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 10 ¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non inclus dans les prix mentionnés. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres en vigueur du 20 au 31 mars 2010. * Essais menés sur les Mazda3, Mazda5 et Mazda6 2010 avec coussins de sécurité latéraux de série. Classification du gouvernement des États-Unis dans le cadre du programme d'évaluation des voitures neuves (www.safercar.gov) de la NHTSA (National Highway Traffic Safety Administration). ** L'une des 10 meilleures valeurs résiduelles de 2009. Pour modèle 2005. *** D'après les cotes de consommation de carburant 2010 publiées par Ressources naturelles Canada. † Voiture de tourisme la plus vendue au Canada en 2010 selon les rapports de DesRosiers Automotive, janvier à la fin de février 2010.



ACTUALITÉS

Le livre de Louis-Bernard Robitaille sur les Français a un certain succès

LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — Le journaliste et écrivain québécois Louis-Bernard Robitaille, qui connaît bien

son sujet, le dit lui-même: «Les livres sur les Français marchent bien dans les médias.» Le sien, *Ces impossibles Français*, paru chez Denoël

il y a quelques semaines, n'a pas dérogé à la règle.

Cet essai amusant et ironique sur les travers et les contradictions de la société

française (privilèges, nostalgie, frivolité sexuelle, «panne romanesque», etc.) a en effet valu au correspondant parisien du quotidien *La Presse* un

joli succès critique: *Le Monde*, *Le Parisien*, *La Croix*, *Marianne* et *Le Figaro*, il y a encore quelques jours, lui ont consacré des articles élogieux, pendant que France Inter et RTL l'invitaient dans leurs studios. Bien des auteurs français rêveraient d'un tel traitement.

Il faut dire que les Français, comme le souligne aussi Robitaille en entrevue, sont par définition sensibles à l'opinion des autres, et encore davantage si les autres en question sont américains, comme Ted Stranger, l'auteur à succès de *Sacrés Français*.

Arrivé en France dans les années 70, Louis-Bernard Robitaille n'est pas le premier à s'attaquer à la psychologie française. Mais il le fait «avec justesse et beaucoup de truculence», a noté Martine Jacot, dans *Le Monde*.

«Louis-Bernard Robitaille égratigne, étrille, voire pourfend les mœurs politiques et sociétales de ce pays avec un regard de Huron amusé et chaleureux», a écrit notre consœur. Le journal *La Croix* n'a pas dit autre chose, qui pense lui aussi que «rien ne vaut le regard d'un Huron pour déchiffrer l'énigme que constitue, aux yeux du monde, la singularité française».

«Doté d'une solide culture historique et d'une réelle élégance de style, Louis-Bernard Robitaille pointe nos qualités et nos défauts, nos travers et nos ridicules, et s'amuse beaucoup», a estimé *La Croix*.

Pendant que *Le Parisien* parlait d'un livre «très agréablement écrit» et «érudit», *Le Figaro* évoquait une «excursion hilarante et admirablement balisée» dans la psyché française. «Et comme Robitaille a beaucoup lu, ses citations ne manquent jamais d'être éclairantes», a ajouté le magazine *Livres-Hebdo*.

Côtés ventes, les choses ne vont pas trop mal. Au moment où s'ouvrait le Salon du livre de Paris, *Ces impossibles Français* (avec un élégant dessin de Sempé en couverture) s'était vendu à près de 4000 exemplaires, selon le site spécialisé Edistat.

La chasse au phoque compromise par l'hiver clément

AGENCE FRANCE-PRESSE

La chasse au phoque s'est officiellement ouverte hier sur la côte atlantique canadienne, mais les bateaux sont presque tous restés à quai aux Îles-de-la-Madeleine, en raison de la douceur de l'hiver, selon Denis Longuépée, président de l'Association locale des chasseurs de phoques.

«Je sais qu'un bateau est parti cette nuit, vers 4 h du matin», a expliqué Denis Longuépée à l'AFP. «Les autres années, il y avait entre 10 et 40 bateaux qui partaient» à l'ouverture de la chasse, a-t-il ajouté.

Une dizaine de chasseurs sont à bord du navire pour retrouver un petit troupeau de quelques milliers de phoques repéré samedi par un avion de Pêches et Océans Canada au large de Saint-Augustin, près de Blanc-Sablon, selon Radio-Canada.

Cette année, la chasse au phoque du Groenland est compromise en raison de l'extrême douceur de l'hiver. Conséquence: il n'y a pas de banquise dans le golfe du Saint-Laurent et les 300 000 phoques attendus sont restés au large, sur les côtes de Terre-Neuve et du Labrador, où il y a de la glace.

Les chasseurs de Terre-Neuve et du Labrador, eux, devraient pouvoir travailler, selon M. Longuépée.

La chasse au phoque représente de 20 à 30% des revenus annuels de 400 à 500 chasseurs-pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine. Le reste de l'année, ils pêchent le homard ou la palourde.

Cette chasse est très controversée, en particulier en Europe. L'Union européenne a interdit la vente des produits dérivés du phoque à l'intérieur de ses frontières, à compter de cette année. Le texte concerne notamment la viande, l'huile, la graisse, les organes et la peau de ces mammifères marins.



*Les familles se réunissent et se déchirent
Les amis se perdent et se retrouvent
Une nouvelle saison remplie d'émotions*

RÉALISATRICE : RENÉE BLANCHAR



TÉLÉVISION

DÉBUT CE SOIR 19 H 30

Pakistan Portrait de Hafiz Muhammad Saeed

« Ai-je l'air d'un terroriste ? »

ANDRÉ DUCHESNE

Son organisation, Lashkar-e-Taiba (l'Armée des purs) est inscrite depuis le 18 juin 2003 sur la liste canadienne des organisations considérées comme terroristes. Les États-Unis, l'Union européenne, le Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie, l'Inde, le Pakistan et l'Australie ont tout autant banni son organisation. Il est considéré par plusieurs comme l'homme le plus dangereux et recherché du Pakistan.

Mais le leader Hafiz Muhammad Saeed défend son innocence et se définit uniquement comme le dirigeant de Jama'at-ud-Da'wah, organisation hybride qui apporte de l'aide humanitaire aux Pakistanais (comme lors du tremblement de terre de 2005) et qui constitue un groupe de prières.

C'est ce qu'il a récemment dit à Robert Fisk, célèbre grand reporter au quotidien anglais *The Independent* qui est

devenu le premier journaliste occidental à l'interviewer.

« Ils ont fait de moi le plus important et le plus monstrueux terroriste. Dites-moi, ai-je l'air d'un terroriste ? » a-t-il demandé à Fisk qui l'a rencontré dans sa maison de Lahore (gardée par deux policiers fortement armés), dans le nord-est du pays.

Dans l'entrevue publiée vendredi dernier dans le journal anglais, Saeed blâme l'action politique de l'Inde pour toute l'attention qu'il génère. « Propagande indienne. Propagande indienne », ne cesse-t-il de dire.

Tant les États-Unis que l'Inde et l'Union européenne estiment que l'organisation Lashkar-e-Taiba (LeT) est responsable de plusieurs massacres survenus en Inde au cours des dernières années, dont les attentats de Bombay qui ont fait 166 victimes en novembre 2008, une attaque à la bombe dans un train qui a tué 221 personnes en 2005 ainsi que des assauts meurtriers à Delhi.



PHOTO SAEED KHAN, ARCHIVES AFP
Hafiz Muhammad Saeed.

On reproche aussi à l'Armée des purs, que plusieurs observateurs considèrent comme le prochain Al-Qaeda, d'avoir signé une attaque suicide contre des Indiens à Kaboul le mois dernier.

Contre l'invasion soviétique

Né en 1950, M. Saeed a grandi dans une famille conservatrice du Punjab qui a perdu plusieurs de ses membres au

moment de la sécession du Pakistan de l'Inde. Éduqué (il a deux diplômes de maîtrise), il a enseigné les études islamiques dans une université de Lahore avant de se rendre en Arabie Saoudite. C'est là qu'il aurait rencontré des scheiks sympathiques au jihad des Afghans contre l'invasion soviétique.

À Robert Fisk, il parle en termes très durs de cette période. « Dès le départ, nous étions farouchement contre l'invasion soviétique, dit-il à propos des groupements auxquels il appartenait. Nous avons appuyé les organisations que combattaient les envahisseurs. » Ce qui comprenait LeT. Mais Hafiz Muhammad Saeed refuse d'aller plus loin. Il dit avoir visité l'Afghanistan à l'époque, mais sans participer aux combats.

A-t-il rencontré Oussama ben Laden? lui demande Robert Fisk. « Seulement une fois, répond-il. Dans les années 1980, je l'ai rencontré brièvement lors de la fête du

Haj à La Mecque. Nous étions près l'un de l'autre durant la prière. Nous nous sommes salués, avons échangé quelques paroles. Rien de plus. »

Cachemire

Saeed croit que le combat de LeT pour la libération du Cachemire est justifié, région à l'origine des nombreux tiraillements entre l'Inde et le Pakistan. Comme à l'époque des Soviétiques, il considère que les États-Unis et l'OTAN devraient quitter l'Afghanistan. Il rappelle que le Pakistan l'a fait arrêter six fois et qu'à chaque occasion, les diverses accusations portées contre lui (terrorisme, appartenance à des groupes terroristes, etc.) sont tombées devant les tribunaux. En octobre dernier, de nouvelles accusations portées contre lui ont été abandonnées et son organisation, Jama'at-ud-Da'wah, a reçu l'autorisation de travailler librement.

A-t-il peur de mourir? « Aussi longtemps qu'Allah me veut en vie et que je poursuis ma mission, je suis entre ses mains. » Marié et père de trois enfants, deux filles et un fils, Saeed se définit, dans son curriculum vitae, comme un guide, un enseignant, un philanthrope, un avocat de l'humanitaire et de la tolérance.

LES ÉTIQUETTES ROUGES C'EST MAINTENANT

0%

DE FINANCEMENT À
L'ACHAT JUSQU'À

60

MOIS SUR CERTAINS
MODÈLES 2010*

REMISE ALLANT JUSQU'À
SUR CERTAINS MODÈLES

1 500 \$[†]

0 \$ COMPTANT

ET DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS*

JUSQU'À

1 000 \$ DE RABAIS

LE PROGRAMME DE LOYAUTÉ TOYOTA

OFFERT À TOUS LES PROPRIÉTAIRES D'UNE TOYOTA OU À LEUR FAMILLE*

YARIS HATCHBACK 2010

À partir de **189 \$^{*}** par mois,
location 60 mois
0 \$ comptant
incluant une remise de 750 \$[†]



COROLLA 2010

À partir de **208 \$^{*}** par mois,
location 60 mois
0 \$ comptant
incluant une remise de 500 \$[†]



MATRIX 2010

Modèle XR illustré

À partir de **221 \$^{*}** par mois,
location 60 mois
0 \$ comptant
incluant une remise de 500 \$[†]



CAMRY 2010

Modèle XLE illustré

À partir de **357 \$^{*}** par mois,
location 48 mois
0 \$ comptant



1 000 \$ de remise**

Pensez plus, dépensez moins.^{MC}

VOTRE NOUVELLE TOYOTA PART TOUJOURS AVEC LE PLEIN D'ESSENCE, L'ASSISTANCE ROUTIÈRE ET DES TAPIS PROTECTEURS.

Programme de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Les offres s'adressent aux particuliers qui louent ou achètent et prennent possession d'un véhicule entre le 2 mars 2010 et le 31 mars 2010. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Détails chez votre concessionnaire participant. Les offres peuvent changer sans préavis. * Offres applicables aux modèles Yaris Hatchback 2010 (JT9K3M AA), Corolla 2010 (BU42EM AA), Matrix 2010 (KU4EEM AA) et Camry 2010 (BF36KT AA) de base neufs en stock. Certaines caractéristiques de la Matrix XR et de la Camry XLE illustrées sont offertes en option (coût additionnel applicable). Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 c (Yaris, Corolla et Matrix) et de 10 c (Camry) du kilomètre excédentaire. † Pour les modèles Corolla 2010 et Matrix 2010, obtenez une remise de 500 \$; pour les Yaris, de 750 \$; et pour la Matrix groupe Sport XR avec navigation 2010, obtenez une remise de 1 500 \$ à l'achat ou à la location. À la location, les mensualités annoncées (ou « mentionnées ») tiennent compte de la remise. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat ou de la location avant déduction de la remise. ** Pour les modèles Yaris, Corolla, Matrix, RAV4, Venza et Sienna, obtenez un rabais de 500 \$; pour les Prius, Camry, Camry hybride, Avalon, Tacoma et Highlander, un rabais de 750 \$; et pour les Tundra, FJ Cruiser, Highlander hybride et Sequoia, obtenez un rabais de 1 000 \$. Les offres du Programme de loyauté Toyota (TLP) s'appliquent aux propriétaires / locataires immatriculés actuels admissibles d'un véhicule de marque Toyota (immatriculé et assuré au Canada pendant au moins 6 mois avant l'achat dans le cadre du programme TLP) ou aux membres immédiats de leur famille demeurant au même domicile, lorsqu'ils font l'achat / le financement / la location et prennent livraison au détail d'un véhicule de marque Toyota 2009 / 2010 neuf et non immatriculé. * Offre de financement à l'achat à un taux de 0 % allant jusqu'à 48 mois (Yaris 2010, Corolla 2010 et Matrix 2010) et de 0 % allant jusqu'à 60 mois (Camry 2010) sur ces modèles neufs en stock. À titre d'exemple, un montant de 20 000 \$ financé sur 48 mois et sur 60 mois à un taux de 0 % donne respectivement des mensualités de 416,67 \$ et 333,33 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 20 000 \$. Les frais de transport et de préparation de 1 280 \$ (Yaris), de 1 320 \$ (Corolla et Matrix) et de 1 420 \$ (Camry) sont en sus. Aucun acompte n'est requis. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle.

TOYOTA
faire toujours mieux

toyotaquebec.ca

Obama face à Israël



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

« Quand tout sera fini, je pense que les gens diront que Barack Obama est le premier président juif. »

Abner Mikva, un des mentors de l'ancien sénateur d'Illinois et ex-conseiller juridique de Bill Clinton à la Maison-Blanche, a lancé cette boutade lors d'une entrevue à un journal juif de Chicago durant la campagne présidentielle de 2008. Il voulait ainsi souligner les liens nombreux et étroits du futur président avec les membres de la communauté juive de sa ville d'adoption.

Les Juifs des États-Unis ont certainement fait confiance au candidat démocrate à la Maison-Blanche, lui accordant 78 % de leurs suffrages lors du scrutin de 2008, un appui surpassé par un seul groupe ethnique, les Afro-Américains. Mais les Juifs d'Israël sont loin de partager cette affinité avec le président américain, un fait qui nuit considérablement à sa politique au Proche-Orient, où ses efforts pour relancer les négociations entre Israéliens et Palestiniens se sont soldés jusqu'ici par un échec.

La méfiance de plusieurs Juifs israéliens ne tient pas seulement aux exigences de Barack Obama à l'égard d'Israël, exigences que celui-ci a réitérées en vain la semaine dernière lors d'une rencontre à la Maison-Blanche avec le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou. Elle relève également d'une perception négative des sentiments du président américain à l'égard des Juifs et d'Israël entretenue par des tenants de la droite.



Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou à son arrivée à la Maison-Blanche, la semaine dernière.

Accusation absurde

Le beau-frère du premier ministre Nétanyahou, Hagai Ben-Artzi, a donné une idée de cette perception en traitant le président Obama d'« antisémite » lors d'une entrevue récente à la radio israélienne. Il réagissait à la colère exprimée par l'administration américaine à la suite de l'annonce, durant la visite récente du vice-président Joe Biden en Israël, de la construction de 1600 logements juifs dans un secteur à majorité arabe annexé de Jérusalem-Est.

Le premier ministre Nétanyahou a aussitôt dénoncé les commentaires de son parent, mais il semble lui-même éprouver une forte méfiance à l'égard

du chef de la Maison-Blanche et de son entourage. Selon la presse israélienne, il aurait notamment qualifié en privé deux des plus proches collaborateurs du président américain, Rahm Emanuel et David Axelrod, de *self-hating Jews*, des juifs qui ne s'assument pas.

Comme l'a souligné dans un éditorial récent David Remnick, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The New Yorker*, cette étiquette ne peut sérieusement être accolée à Emanuel, chef de cabinet de la Maison-Blanche, qui a servi l'armée israélienne à titre de volontaire civil durant la première guerre du Golfe, ou à Axelrod, conseiller présidentiel, dont le bureau est décoré d'une affi-

che en hébreu disant « Obama à la présidence ».

L'accusation d'antisémitisme à l'encontre de Barack Obama est tout aussi absurde, selon Remnick, dont la biographie du président, intitulée *The Bridge: The Life and Rise of Barack Obama*, sortira en librairie le 6 avril. En fait, selon les recherches du biographe, l'ironie veut qu'Obama ait été accusé en 2000 par le représentant Bobby Rush, seul politicien à l'avoir jamais battu dans une élection, d'être la création d'une « cabale » composée de progressistes blancs de Chicago, juifs pour la plupart.

Amis juifs à Chicago

Les liens d'Obama avec la communauté juive de Chicago dépassent largement le cercle de mentors et bailleurs de fonds juifs qui ont joué un rôle important dans son ascension politique. Comme le souligne Remnick, l'ami et voisin du futur président, Arnold Jacob Wolf, était un rabbin. Le cousin de sa femme, Capers Funnye, est le premier Afro-Américain à faire partie du Conseil des rabbins de Chicago. Un des collègues dont il était le plus proche à Springfield, Ira Silverstein, un juif orthodoxe, faisait appel à ses services durant le sabbat pour ouvrir la lumière ou pousser le bouton d'un ascenseur.

Barack Obama avait certes des amis à Chicago chez les intellectuels d'origine palestinienne, dont l'historien Rashid Khalidi, farouche critique de la politique américaine au Proche-Orient. Il est vrai aussi que son ancien pasteur, Jeremiah Wright, a dénoncé la complicité du gouvernement américain dans le « terrorisme » dont les Palestiniens font les frais, à son avis.

Mais les amis juifs d'Obama à Chicago n'ont jamais douté de son engagement et de sa sympathie envers leur communauté ou l'État hébreu, selon David Remnick. Cela ne fait évidemment pas de lui le « premier président juif » mais, dans un monde idéal, cela devrait compter dans le jugement que portent sur lui ses critiques en Israël, y compris le beau-frère de Benjamin Nétanyahou.

Tirage du 28 mars 2010

MÉGA MILLIONS

2010

1 lot de 1 MILLION \$

(décomposable)

074457

Numéro complet	1 000 000 \$
5 derniers chiffres	10 000 \$
4 derniers chiffres	500 \$
3 derniers chiffres	250 \$
2 derniers chiffres	100 \$

19 lots de 1 MILLION \$

(non décomposables)

056614	428061
074539	475954
081917	477605
167503	568180
191495	623473
292762	681699
295326	706255
329233	760947
397122	846352
959253	

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Carnage en RDCongo

Des centaines de villageois tués par un groupe rebelle ougandais

D'APRÈS AP ET AFP

DAKAR — L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a accusé samedi les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) d'avoir perpétré un massacre ayant fait 321 morts et enlevé 250 personnes, dont 80 enfants, en décembre 2009 dans la région de Makombo, située dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC).

Selon un communiqué transmis à l'Associated Press, « le massacre de Makombo est l'un des pires jamais commis par la LRA dans ses 23 ans d'histoire sanglante. Pourtant, il n'a pas été signalé pendant des mois », a souligné Anneke Van Woudenberg, chercheuse pour la division Afrique au sein de l'ONG.

Le rapport, qui s'appuie sur une mission de recherche conduite en février par HRW dans la région du massacre, « documente les meurtres violents commis lors de l'attaque bien planifiée menée par la LRA du 14 au 17 décembre dans la région reculée de Makombo ».

Selon l'ONG, les soldats de la LRA auraient attaqué « au moins 10 villages ».

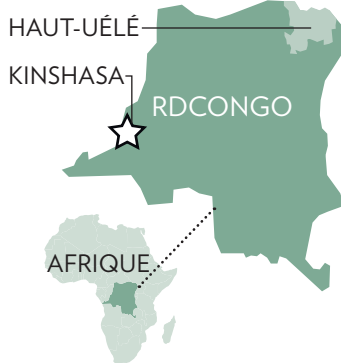
« Ils ont tué au moins 300 personnes. Ils en ont aussi enlevé entre 200 et 400 avant de disparaître », a pour sa part affirmé à l'AFP le vicaire épiscopal du diocèse d'Isiro-Niangara, M^{gr} Dieudonné Abakuba. Les rebelles « étaient en tenue militaire. Ils ont tué beaucoup de gens sur la route, en les assommant avec des gourdins », a ajouté le vicaire.

La rébellion de la LRA, active depuis 1988 dans le nord de l'Ouganda, est réputée pour être une des plus brutales du monde. Depuis 2005, ses combattants se sont installés dans l'extrême nord-est de la RDC, mais aussi en Centrafrique et au Sud-Soudan.

Troupes retirées ?

« La mission de maintien de la paix des Nations unies au Congo (MONUC) dispose d'environ 1000 soldats (...) dans les régions du nord-est du Congo touchées par la LRA – trop peu nombreux

Au moins 300 personnes ont été tuées à la mi-décembre 2009 lors d'un raid de l'Armée de résistance du Seigneur dans plusieurs villages du district du Haut-Uélé.



pour protéger adéquatement la population, estime HRW dans son rapport. Néanmoins, au lieu d'envoyer d'autres troupes, la force de maintien de la paix, sous la pression du gouvernement congolais pour qu'elle se retire du pays d'ici juillet 2011, envisage de retirer des troupes du Nord-Est d'ici juin, dans la première phase de sa réduction d'effectifs.»

En octobre 2009, l'organisation internationale Médecins sans frontières signalait qu'un an après le déclenchement des violences en 2008 dans le district du Haut-Uélé (Nord-Est), les attaques des rebelles ougandais de la LRA et les affrontements s'étendaient à de nouvelles zones, et poussaient des centaines de milliers de personnes à fuir.

Depuis la fin de 2008, la population des Haut-Uélé et Bas-Uélé s'est trouvée prise dans un cycle de violence lié aux attaques commises par la LRA et à l'offensive des forces ougandaises et congolaises contre ces rebelles.

Selon un rapport rendu public en octobre dernier par un collectif de 84 organisations de défense des droits de l'homme, plus d'un millier de civils ont été tués et près de 900 000 jetés sur les routes dans l'est de la RDC depuis janvier 2009. La plupart des massacres ont été commis par des miliciens hutus rwandais ainsi que par des soldats congolais.

LE TOUR DU GLOBE

GRÈCE

Attentat à Athènes

Une bombe a explosé hier soir dans un quartier résidentiel d'Athènes, tuant un jeune Afghan de 15 ans, blessant sa mère de 45 ans et sa sœur, une fillette de 10 ans, selon les autorités grecques. La bombe a explosé à 22h40 heure locale, dans le quartier de Patissia, au nord du centre-ville de la capitale grecque, a annoncé la police. « Nous ne savons pas quelle était la cible ou le motif. Tout ce que je peux dire, d'après ce qu'a dit la mère à la police, c'est que la victime était son fils de 15 ans », a déclaré le porte-parole de la police. AP

ITALIE

Scrutin test

Les Italiens ont voté hier au premier jour des élections régionales partielles, un scrutin que Silvio Berlusconi souhaite transformer en plébiscite pour son gouvernement, mais sur lequel plane l'ombre de l'abstentionnisme. Selon des chiffres provisoires du ministère de l'Intérieur portant sur neuf des treize régions en jeu, le taux de participation en soirée était d'environ 47,5%, en baisse de neuf points par rapport aux régionales de 2005, ce qui confirmait les craintes de la droite d'une hausse importante de l'abstention. AFP

IRAK

Maliki s'en prend à l'envoyé onusien

Le premier ministre irakien sortant, Nouri al-Maliki, arrivé deuxième aux législatives du 7 mars, a sévèrement critiqué hier l'envoyé spécial de l'ONU en Irak, Ad Melkert, qu'il a accusé d'inaction face aux accusations de fraude. Selon les résultats officiels annoncés vendredi par la commission électorale, le Bloc irakien de l'ancien premier ministre laïque Iyad Allawi a obtenu 91 sièges au Parlement, contre 89 pour l'Alliance pour l'État de droit de M. Maliki, sur un total de 325. AFP

CORÉE DU SUD

Reprise des recherches

Les recherches ont repris hier pour retrouver 46 marins portés disparus après le mystérieux naufrage vendredi d'un navire de guerre sud-coréen près de la frontière avec la Corée du Nord. Le *Cheonan*, une corvette de 1200 tonnes avec 104 membres d'équipage à bord, a coulé en mer Jaune après une explosion d'origine indéterminée. Aucune preuve d'une implication nord-coréenne n'a été jusqu'ici établie. Les espoirs de retrouver des survivants dans des eaux glacées s'amenuisent. AFP

CHINE

153 mineurs piégés sous terre

Au moins 153 mineurs étaient encore pris au piège sous terre hier soir après l'inondation d'une mine de charbon dans le nord de la Chine, régulièrement endeuillée par des catastrophes minières, a annoncé l'administration d'État de la sécurité au travail. Au total, 261 mineurs travaillaient dans le puits au moment de l'accident survenu hier après-midi dans la province du Shanxi, selon la même source. AFP

« Nous l'emporterons »

— Barack Obama, lors de sa visite-surprise en Afghanistan, où il a pressé Kaboul d'intensifier sa lutte contre la corruption

D'APRÈS AFP ET AP

KABOUL — Barack Obama a promis hier de défaire les talibans lors d'une visite-surprise en Afghanistan, la première de sa présidence, dont il a profité pour demander à son homologue afghan Hamid Karzaï davantage d'efforts pour lutter contre la corruption.

« Avec nos partenaires, nous l'emporterons. J'en suis absolument certain », a lancé le président américain aux centaines de GI's venus écouter à la base de Bagram, près de Kaboul, où il avait atterri quelques heures plus tôt dans le plus grand secret.

Revêtu d'un blouson d'aviateur, M. Obama a averti que « si les talibans reprennent ce pays et qu'Al-Qaeda peut agir en toute impunité, davantage d'Américains seront en danger de mort. Tant que je suis votre commandant en chef, j'empêcherai que cela se produise », a-t-il lancé à ses troupes, qui l'ont longuement ovationné.

Au moment où les forces internationales sont engagées dans une offensive pour déloger les talibans du sud du pays, M. Obama a justifié l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires, décidé en décembre, dans l'espoir de renverser la tendance après huit ans de guerre.

« Nous allons empêcher Al-Qaeda d'avoir un sanctuaire. Nous allons renverser l'élan des talibans », a-t-il promis.

Aux Afghans, le président américain a expliqué que son armée « est là » pour les « aider à forger une paix chèrement gagnée ». « Nous voulons construire une relation durable basée sur des intérêts mutuels et du respect mutuel », a-t-il expliqué.

M. Obama ne devait rester en Afghanistan que quelques heures. Il avait prévu partager un repas avec des soldats à Bagram et suivre avec eux un match de basketball à la télévision.

Après son arrivée à la tombée de la nuit sur le sol afghan, M. Obama a pris un hélicoptère pour se rendre au palais présidentiel de Kaboul pour des entretiens avec M. Karzaï.

Corruption

À l'issue de l'entrevue qui a duré 25 minutes, M.



PHOTO JIM WATSON, AFP

« Si les talibans reprennent ce pays (l'Afghanistan) et qu'Al-Qaeda peut agir en toute impunité, davantage d'Américains seront en danger de mort. Tant que je suis votre commandant en chef, j'empêcherai que cela se produise », a lancé le président Barack Obama à ses troupes, qui l'ont longuement ovationné, à la base aérienne de Bagram.

Obama s'est dit encouragé par les « progrès » de la campagne militaire contre les insurgés, mais il a toutefois estimé que les conditions de vie devaient s'améliorer pour les Afghans.

« Nous voulons également faire des progrès sur le front civil », a dit le président américain, en référence à la lutte contre la corruption.

Les États-Unis souhaitent qu'Hamid Karzaï fasse cesser le favoritisme dont bénéficient certains seigneurs de la guerre au sein du gouvernement et mette en place un système judiciaire efficace et crédible. Ils veulent aussi que Kaboul fasse davantage d'efforts pour combattre la corruption ainsi que la culture du pavot et le trafic de drogue qui financent la rébellion.

À bord d'*Air Force One*, son conseiller à la sécurité nationale, le général James Jones, a expliqué aux journalistes que M. Obama comptait demander à M. Karzaï de lutter davantage contre la corruption. « Le président (Karzaï) doit comprendre à quel point cela est

important », a déclaré le général Jones.

Karzaï à Washington

Signe d'encouragement, le porte-parole de M. Karzaï, Waheed Omar, a fait savoir que celui-ci serait reçu le 12 mai à la Maison-Blanche.

« La compréhension a été mutuelle et l'atmosphère extraordinairement sincère et amicale », a confié à la télévision afghane ce porte-parole.

Le voyage de M. Obama a été entouré du plus grand secret, pour des raisons de sécurité. L'hôte de la Maison-

Blanche a quitté sa résidence de Camp David, au nord de Washington, tard samedi soir et a fait un vol de nuit direct jusqu'en Afghanistan.

Barack Obama s'était déjà rendu en Afghanistan en 2008 lorsqu'il était sénateur et candidat à la Maison-Blanche. Il avait promis à l'époque de retirer les troupes américaines d'Irak et de mettre l'accent sur la guerre en Afghanistan, afin de lutter contre Al-Qaeda.

Après son arrivée à la Maison-Blanche en janvier 2009, M. Obama a rapidement ordonné le retrait des trou-

pes de combat d'Irak, ce qui devrait être chose faite à l'été, puis il a annoncé en décembre l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan.

Le président américain compte sur ces renforts pour reprendre l'initiative face aux talibans et rapatrier les troupes à partir de l'été 2011. Mais il a besoin pour ce faire de renforcer les forces armées afghanes, afin que celles-ci puissent prendre le relais. Les effectifs de l'armée américaine et de l'OTAN devraient passer à 150 000 en Afghanistan en août prochain.

••• VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI •••

Offrez un repas complet de Pâques!

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas nutritifs et procurer d'autres services de transition aux personnes qui souffrent, qui ont faim et qui sont sans-abri dans la région de Montréal durant cette saison pascalle.

2,58\$

Pour seulement 2,58 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- 25,80\$ pour 10 personnes
- 64,50\$ pour 25 personnes
- 129\$ pour 50 personnes
- 258\$ pour 100 personnes
- _____\$ pour aider autant de personnes possible

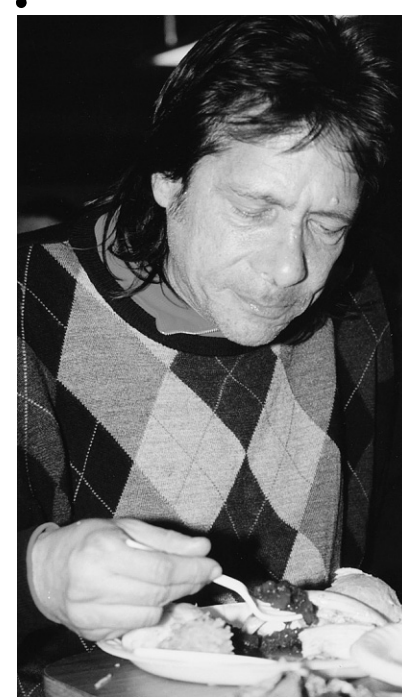
Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit Visa MasterCard American Express

N° DE LA CARTE _____ DATE D'EXPIRATION _____
 SIGNATURE _____
 NOM EN LETTRES MOULÉES _____
 COURRIEL _____
 TÉLÉPHONE _____
 ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

Libellez et envoyez votre chèque à :
MISSION Bon Accueil
 Mission Bon Accueil
 606, rue de Courcelle, Dépt.404211
 Montréal, QC, H4C 3L5



• Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10 \$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

••• ✂ ••• NOTRE 118^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS •••

INVITATION
Cathédrale
Marie-Reine-du-Monde

MERCREDI SAINT 31 mars à 20h
 Monsieur le cardinal Jean-Claude Turcotte présidera la messe chrismale.

JEUDI SAINT 1^{er} avril à 19h30
 Mgr Lionel Gendron présidera la messe solennelle de la Cène du Seigneur.

VENDREDI SAINT 2 avril à 15h
 Mgr Jude Saint-Antoine présidera l'office de la Passion.

À 17h, Monsieur le cardinal Jean-Claude Turcotte présidera la méditation du chemin de la croix.

SAMEDI SAINT 3 avril à 19h30
 Monsieur le cardinal Jean-Claude Turcotte présidera la Veillée pascale.

DIMANCHE DE PÂQUES 4 avril à 11h
 Mgr Jean Fortier présidera la messe de la Résurrection.

Renseignements : 514 866-1661
 La cathédrale est située angle René-Lévesque et Mansfield.
 Station de métro Bonaventure.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

À la recherche de l'âme libérale



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Le diplomate à la retraite Bob Fowler a jeté un lourd pavé dans la mare du Parti libéral du Canada hier matin. À l'ouverture de la troisième journée de la « conférence des penseurs » tenue par la formation à Montréal, M. Fowler a déclaré « sur le point de perdre leur âme »: « Le Parti libéral ne défend plus

C'est pourtant de solutions magiques qu'a parlé M. Ignatieff à la fin de la conférence.

guère de principes. Il appuie n'importe quoi pourvu que cela lui permette de reprendre le pouvoir.»

La nostalgie de M. Fowler pour le Parti libéral d'autrefois est sans doute excessive, mais il est vrai que les libéraux se cherchent. L'« âme » de la formation, les convictions centristes qui lui ont permis de gouverner le pays pendant l'essentiel du XX^e siècle, ne semblent plus politiquement rentables. C'est bien beau d'avoir une âme, mais à quoi bon si on ne peut pas prendre le pouvoir pour mettre ses idées en œuvre?

La conférence de la fin de semaine a été un beau succès. Les spécialistes invités ont tracé avec brio un portrait sans complaisance des défis que devra

surmonter le pays au cours des prochaines années: environnement, énergie, démographie, finances publiques. Pour relever ces défis, ont-ils souligné, les Canadiens devront consentir à des sacrifices. Or, ils n'y sont pas prêts; les politiciens ne s'y risqueront donc pas.

On l'a vu samedi au cours de la discussion sur les changements climatiques. Les experts invités ont tous soutenu que l'imposition d'une taxe sur le carbone serait le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Malgré cette démonstration convaincante, les libéraux n'ont manifesté aucun enthousiasme; chat échaudé...

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, est venu dire aux libéraux que le vieillissement de la population exercera une pression insoutenable sur les dépenses de santé. « Il n'y a pas de solution magique », a lancé M. Dodge. Les gouvernements devront ou bien augmenter les revenus, ou bien réduire les services offerts.

C'est pourtant de solutions magiques qu'a parlé le chef, Michael Ignatieff, à la fin de la conférence. Pour régler les problèmes d'éducation et d'innovation, il y aura une « stratégie nationale sur le savoir ». Pour circonscrire la croissance des coûts de santé, il faudra une « stratégie nationale sur la prévention ». Pour préserver l'environnement, un gouvernement libéral mettra en place une « stratégie nationale sur l'énergie propre ». Sans parler du « gouvernement par réseaux »...

En tenant cette rencontre originale de réflexion publique, le Parti libéral du Canada a peut-être retrouvé un peu de son identité. Toutefois, il n'a pas encore trouvé le courage de faire les choix difficiles et d'être franc avec les Canadiens.

La petite noirceur



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Après un demi-siècle de luttes, la quête d'un nouveau *modus vivendi* entre les sexes accuse au Québec un retard que d'autres nations sont mieux parvenues à combler. Ailleurs, on s'intéresse en effet depuis des années aux impacts sur les deux sexes de la révolution féministe, de la mutation de la famille, des bouleversements sexuels dans l'éducation, le travail, les soins de santé.

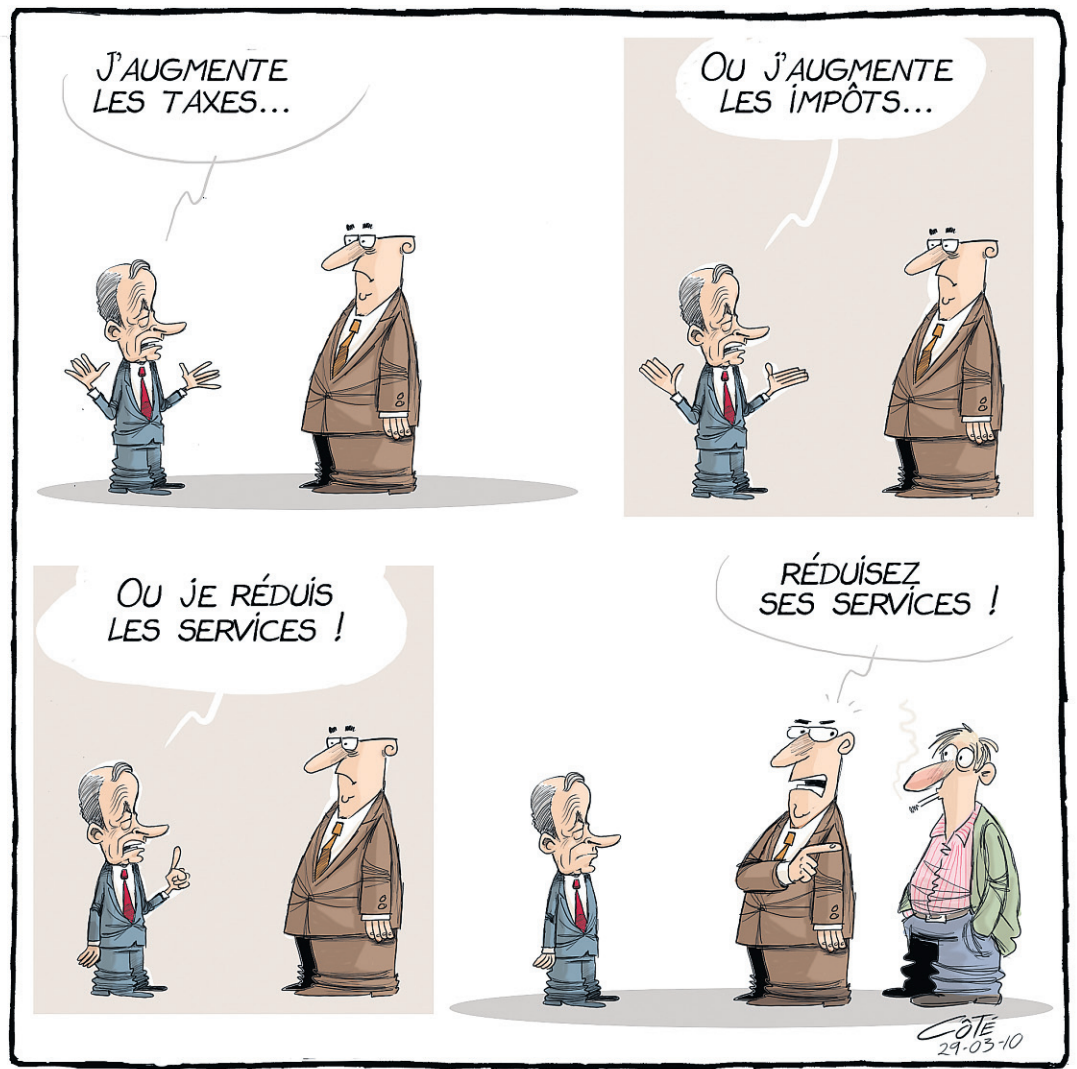
Ici, le concept même de condition masculine est inexistant. Ce qui ne laisse qu'un vide en face de la réalité confortablement institutionnalisée, dominante par défaut, de la condition féminine. Et les tentatives souvent maladroites de combler ce vide sont accueillies par le sarcasme et le mépris... exactement comme le furent les premières sorties du féminisme de combat dans les années 60 et 70.

Pourtant, on connaît par cœur les problèmes spécifiques aux hommes et aux garçons. Suicide et mort précoce. Exclusion des systèmes de santé et d'éducation. Pauvreté extrême des sans-abri, absence de ressources dédiées et démission de l'État. Profilage sexiste dans la fiction, la publicité, les médias, la littérature étatique et universitaire.

Pourquoi, à la fin, doit-on droguer massivement les garçons (29 millions de comprimés par année, au Québec, de Ritalin et assimilés!) pour qu'ils puissent fonctionner dans ce système?

■ ■ ■

On commence heureusement à s'interroger, ici, sur cette petite noirceur.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

CONJONCTURE

Perdant-perdant

Chinois et Américains doivent éviter que les tensions commerciales résultent en des mesures de rétorsion

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste principale du Centre d'étude prospective et d'information internationale (CEPII) à Paris.

Il y a encore un an, on parlait de *Chinamerica* pour souligner les interdépendances commerciales et financières entre les États-Unis et la Chine, ou de G2 pour évoquer leur vocation à dominer la planète. On sous-estimait alors les sujets politiques qui les opposent (Taiwan, Tibet, la non-prolifération nucléaire, les droits de l'homme). Aujourd'hui, le débat entre les deux pays s'envenime sur le terrain économique et commercial.

Du point de vue américain, la Chine ne joue pas le jeu de la relance mondiale et, grâce à son taux de change sous-évalué, continue à enregistrer des excédents commerciaux, à agrandir ses parts de marché et à détruire des emplois industriels aux États-Unis.

De son côté, la Chine est encore sous le choc de la crise mondiale et sa croissance en 2009 et 2010 ne tient qu'à son plan de relance interne. En recentrant sa croissance sur son marché intérieur, la Chine ne procède pas seulement à un changement tactique mais à un tournant stratégique.

Dans ce contexte, une appréciation du yuan irait dans le bon sens. Mais l'expérience du Japon incite les autorités chinoises à une extrême prudence. À partir de 1987, le Japon a dû réévaluer sa monnaie sous les pressions extérieures et il est entré dans une longue phase de ralentissement économique. La Chine attend le moment où l'appréciation du yuan pourra se faire progressivement et sans effet déstabilisateur (entre 2005 et 2008, il s'est ainsi apprécié de 20% par rapport au dollar). Les pressions extérieures sur sa politique de change sont sans doute contre-productives, et le discours américain est surtout à destination de politique intérieure.

Jusqu'à l'éclatement de la crise économique en 2008, les relations entre la Chine et



PHOTO REUTERS

La Chine attend le moment où l'appréciation du yuan pourra se faire progressivement et sans effet déstabilisateur.

ses partenaires ont été à bien des égards un jeu « gagnant-gagnant ». On ne soulignera jamais assez combien les entreprises occidentales ont contribué au « miracle » chinois et en ont tiré profit: en y produisant pour servir le marché local

sa croissance de 8% ou 9%, est un marché de plus en plus convoité par tous.

Or, en relançant la demande intérieure, les autorités chinoises entendent qu'elle profite d'abord aux entreprises chinoises qui, pour nombre

En relançant la demande intérieure, les autorités chinoises entendent que la reprise profite d'abord à leurs entreprises.

autant que pour exporter. Les entreprises et les consommateurs aux États-Unis (comme ailleurs) en ont bénéficié. La moitié des importations américaines en provenance de Chine proviennent des entreprises entièrement étrangères qui y sont installées; dans le cas de produits électroniques, premier poste d'importation, la proportion atteint 80%.

La crise change la donne. Comme la reprise dans les économies occidentales est faible et fragile, la Chine, avec

d'entre elles, cherchent à reconverter leurs exportations vers le marché local. Les entreprises occidentales craignent, à juste titre, de s'y trouver désavantagées.

La reprise de l'économie mondiale a besoin de plusieurs moteurs, faute de quoi les tensions commerciales s'aggraveront entre la Chine et ses partenaires. Si elles débouchaient sur des mesures de sanction et de rétorsion, le conflit serait sûrement « perdant-perdant ».

À BIEN Y PENSER

Pourquoi jouer dans la rue, ce n'est pas une ruelle... N'y a-t-il pas des parcs pour jouer? Tout près de chez moi, il y a des jeunes qui installent leurs filets de hockey dans la rue; lorsque nous arrivons en auto, nous les dérangeons! Ils se déplacent très lentement avec arrogance. Non, la rue n'est pas un terrain de jeu. – Diane Dubuc, Longueuil

FORUM

Un budget historique?



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Le budget que le ministre des Finances, Raymond Bachand, déposera demain, sera un moment de vérité. En raison de la gravité de l'enjeu immédiat, la réduction de l'important déficit provoqué par la récession. En raison de l'urgence, aussi. Pour maîtriser les finances et donner un élan à l'économie, c'est maintenant qu'il faut commencer à faire des choses que les gouvernements du Québec ont jusqu'ici remises à plus tard.

Est-ce que le gouvernement libéral sera à la hauteur du moment? Après avoir multiplié des messages équivoques, le premier ministre Charest, la semaine dernière, a parlé de budget charnière, de budget capable de construire l'avenir. Est-ce que ce sera le cas? Je n'en sais rien. Je ne suis pas dans le secret des dieux. Cette chronique ne porte pas sur ce que contiendra le budget, mais plutôt sur ce qu'il devrait contenir pour être véritablement le budget dont le Québec a besoin.

La limitation de la croissance des dépenses m'apparaît difficile sans regarder de plus près les grands postes qui comptent pour presque la moitié du budget.

Le premier défi, ce sera évidemment de ramener à zéro un déficit qui, sans interventions, atteindrait 13,6 milliards en 2014. C'est une tâche considérable. De ce côté, aucun suspense. Il est certain que le budget annoncera l'élimination du déficit d'ici quatre ans. La loi l'impose. Le gouvernement y croit. Par contre, il faudra regarder de près la crédibilité du processus. Les prévisions sur quatre ou cinq ans sont hasardeuses, car il est facile de surestimer l'effet de la croissance sur les revenus ou d'être trop optimiste sur la capacité de limiter les dépenses, comme ce fut le cas récemment à Ottawa et à Queen's Park.

Le second défi, c'est le comment. Il n'y a pas mille façons d'éliminer un déficit: on augmente les impôts ou on réduit les services, comme l'a bien dit l'ex-gouverneur de la Banque du Canada David Dodge à la rencontre des libéraux fédéraux. Il faut trouver un juste équilibre entre les ponctions et les compressions. Dans le cas du Québec, il est important de mettre l'accent sur les dépenses pour trouver des solutions durables au déséquilibre des finances publiques.

Il faut aussi regarder le type de fiscalité. À cet égard, le gouvernement semble avoir fait son lit, en privilégiant sagement le déplacement du fardeau fiscal vers les taxes à la consommation, avec une hausse de deux points de pourcentage de la TVQ, et un recours accru aux tarifs, en vertu du principe de l'utilisateur payeur.

Du côté des dépenses, M. Charest a promis un ménage dans sa propre cour. Bravo. Mais même si cela est important sur le plan symbolique, il n'y a pas beaucoup d'argent à aller chercher dans la lutte contre le gaspillage, avant de toucher aux services eux-mêmes. Mais cet effort ne sera pas crédible si on ne s'attaque pas aux coûts de nos infrastructures, et donc à la construction.

La limitation de la croissance des dépenses m'apparaît en outre difficile sans regarder de plus près les grands postes qui comptent pour presque la moitié du budget, l'éducation et, surtout, la santé. Ce qui, en toute logique, appelle des réformes majeures.

Le retour à un équilibre durable ne sera pas davantage possible si on continue à traîner notre troupeau de vaches sacrées, la longue série de gels et de droits acquis qui incarnent à tort le modèle québécois: frais fixes uniformes des CPE ou des droits de scolarité universitaires, gel identitaire des tarifs d'électricité.

En toile de fond, il faudra aussi donner à l'économie québécoise le soufflé qu'elle n'a pas, pour créer une richesse sans laquelle on ne pourra sans doute pas résoudre tous ces problèmes.

Pour coiffer le tout, comme la plupart de ces mesures nécessaires seront, on s'en doute, impopulaires, le défi budgétaire du gouvernement Charest se double d'un défi politique. Et il est colossal.

À VOTRE TOUR

Richesse déshumanisante

Sourds à la compassion, les Québécois auraient beaucoup à apprendre des pauvres du Nicaragua

MARIE-CLAUDE LÉPINE
Terrebonne

Je reviens tout juste d'un voyage sac au dos au Nicaragua. Deux amis m'ont accompagnée pour ce voyage, car j'ai un handicap moteur très lourd et j'ai besoin de quelqu'un pour tous mes besoins physiques: transferts, habillage, toilette, déplacements, soins corporels. En deux semaines, nous avons sillonné cette terre de l'Amérique centrale, du nord au sud, en bateau, en autobus, en taxi et dans une boîte de «pick-up».

Malgré la très grande pauvreté de ce pays, le choc culturel le plus fort, c'est en rentrant chez moi que je l'ai ressenti. J'ai été confrontée à la réalité brutale du pays riche, trop riche, qui est le nôtre.

Depuis 2004, la Ville de Terrebonne travaille d'arrache-pied à un projet d'habitations à prix modique où personnes âgées, mères monoparentales et personnes avec un handicap cohabiteraient. J'ai fait une demande pour habiter un de ces logements.

L'année dernière, des citoyens du quartier où on prévoyait la construction se sont soulevés et ont fait entendre leur mécontentement devant une telle construction de trois étages près de chez eux, en prétextant: augmentation de la circulation d'ambulances, privation de leur intimité (ils auraient été obligés de mettre des rideaux à leurs fenêtres pour éviter que les locataires du 3^e étage ne voient dans leur salon).

La Ville n'a eu d'autre choix que d'envisager le projet ailleurs, dans un quartier plus familial et en croissance, à La Plaine. Mais voilà que là aussi, les citoyens se soulevent.

Avant aujourd'hui, sans être en accord avec eux, j'arrivais à comprendre leurs craintes. Mais aujourd'hui, au lendemain de mon expérience dans le deuxième pays le plus pauvre de l'Amérique, je comprends que la richesse est «déshumanisante»!

Là-bas, j'ai vu des hommes et des femmes porter sur leur tête et leurs épaules des charges énormes, car ils n'avaient pas l'équipement nécessaire pour le transport des marchandises. J'ai vu des hommes et des femmes transporter de jeunes enfants sur la barre avant de leur vélo, car ils n'avaient pas d'autres moyens de transport. J'ai vu des taxis en très mauvais état rouler quand même car ce véhicule était le seul gagne-pain de son chauffeur. J'ai vu des maisons avec pour seul abri un toit de toile noire... sans mur. J'ai vu des hommes et des femmes travailler au marché avec leurs enfants en plein soleil à 35°C de 7h à 19h.

Mais c'est là aussi que j'ai vu les sourires les plus sincères. J'ai vu la fierté



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEURE

Partout au Nicaragua, Marie-Claude Lépine a été accueillie avec chaleur.

d'un peuple debout, solidaire et digne face à la misère. J'ai été chaleureusement accueillie pour aller aux toilettes chez des gens généreux alors qu'il m'a été difficile d'y aller dans un club privé aux États-Unis, car les toilettes étaient réservées aux membres... J'ai vu une femme ayant un enfant trisomique, devant faire plusieurs kilomètres à pied ou en autobus sur une route de sable et de pierres pour aller voir un spécia-

Ici, on me dit que Dieu veut que je marche et que je manque de foi; au Nicaragua, on me dit que Dieu sait ce qu'il fait, car les gens malades sont là pour nous faire comprendre l'amour. Ici, on dit que je vais faire diminuer la valeur des maisons et que je vais nuire à l'harmonie du décor... Ici, on me voudrait debout et riche, on me veut parfaite et sans faiblesse.

Je suis atterrée, sous le choc, de voir ma culture gangrenée par le capitalisme et le matérialisme au point d'être intolérante et égocentrique. Il est vrai que la richesse de mon pays me permet d'être encore en vie et d'avoir une grande autonomie grâce à tous mes équipements spécialisés, mais cette richesse rend le peuple aveugle et sourd à la compassion et à l'amour.

Aujourd'hui, je ne comprends pas et suis nauséuse. Nous aimons nos aînés, voulons éduquer nos filles-mères, aider les personnes avec un handicap, mais ailleurs que dans notre quartier... Quel quartier voudra bien nous accueillir?

Je suis triste, mais j'espère encore que ces gens qui me rejettent sauront ouvrir leur cœur et nous accepter comme nous sommes. Envers et contre tout, je veux garder ma foi en l'être humain.

Au Nicaragua, j'ai vu la fierté d'un peuple debout, solidaire et digne face à la misère.

liste, me donner des bananes par pure générosité, même si elle avait besoin du peu qu'elle possède pour payer ce qui est nécessaire à son fils. J'ai vu une entreprise touristique québécoise me refuser l'accès à un transport, car je prenais trop de place avec mon fauteuil et que leur clientèle pourrait se plaindre. Pour tous les chauffeurs du transport public au Nicaragua, il n'y avait jamais de problème. Ils prenaient le temps de placer mon fauteuil sur le toit alors qu'on m'installait sur la banquette; des passagers nicaraguayens me laissaient leur place.

La véritable dignité

MAXIMILIAN ZUCCHI

L'auteur est un étudiant en physiothérapie à l'Université McGill.

Le semestre dernier, j'ai accompagné une physiothérapeute durant son travail à l'hôpital et j'ai eu la chance de rencontrer une patiente qui m'a beaucoup frappé.

C'était une femme âgée d'une quarantaine d'années, atteinte de sclérose en plaques. Ce jour-là, c'était sa dernière visite au centre de réhabilitation; lors des derniers mois, sa condition avait cessé de s'améliorer.

Durant la session de physio, j'ai pu voir de mes yeux les effets de cette maladie: une paralysie progressive – dans son cas surtout au niveau des jambes – et de l'incontinence. L'effet le plus dévastateur de cette maladie est le fait de devenir de moins en moins indépendant.

Mais ce qui m'a surtout frappé a été le rapport que la physiothérapeute avait avec la patiente: un regard humain qui ne se concentrait

pas sur la maladie, mais sur la personne elle-même. Durant la session, je me demandais: «Comment est-ce possible? Où cette pauvre femme trouve-t-elle la force de continuer à vivre, de faire ses exercices, en sachant que sa condition ne peut que se détériorer?»

À la fin de la rencontre, la patiente a fait ses adieux à la physiothérapeute, et elle s'est retournée vers moi

en ce dernier (et en soi-même!) un plus grand désir, et ne peut y rester passif. Le patient est avant tout un être humain; il ne peut être regardé uniquement par rapport à sa maladie. Nous tous désirons beaucoup plus qu'une simple guérison «physique», nous avons besoin tout d'abord d'être aimés: voilà ce qu'est la dignité.

La véritable «dignité» que l'on invoque si souvent dans les débats sur

«C'est grâce à des personnes comme elle (ma physiothérapeute) que je peux dire que la vie vaut la peine d'être vécue.»

en disant: «Tu sais, c'est grâce à des personnes comme elle que je peux dire que la vie vaut la peine d'être vécue.»

Cette phrase est une provocation pour nous, membres du secteur de la santé, mais également pour tout le monde; elle signifie que l'humain qui entre en relation avec l'autre évoque

l'euthanasie au Québec ne peut pas s'accomplir en donnant la mort, mais en posant un regard différent sur les patients parce que leur vie vaut la peine d'être soutenue.

Gardons la phrase de cette patiente comme un défi et un point de départ pour se lancer dans une grande aventure!

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

FORFAIT ÉTUDIANT ACCRO DES TEXTOS 25 \$ ILLIMITÉS¹ par mois

Frais de récupération des coûts gouvernementaux et réglementaires en sus*



- MESSAGES TEXTE ILLIMITÉS EN TOUT TEMPS²
- APPELS LOCAUX ILLIMITÉS LES WEEK-ENDS³
- APPELS LOCAUX ILLIMITÉS EN SEMAINE APRÈS 18 h³

L'OFFRE PREND FIN LE 31 MARS

EXCLUSIF À



Consultez rogers.com ou rendez-vous dans un magasin Rogers près de chez vous.

Offre valable pour un temps limité et sujette à changement sans préavis. *Frais de récupération des coûts gouvernementaux et réglementaires en sus; ces frais varient entre 2,46 \$ et 3,46 \$ par ligne, selon la province et le forfait choisi. Ces frais servent à défrayer les coûts, frais et autres montants liés aux exigences, aux mandats et aux programmes fédéraux, provinciaux et (ou) municipaux. Ces frais peuvent être modifiés et ne sont en aucun cas une taxe ou des frais que Rogers doit percevoir de ses clients pour le gouvernement. Consultez rogers.com/fraisrecuperation pour obtenir de plus amples renseignements. Des frais uniques de mise en service allant jusqu'à 35 \$ (les frais varient selon la province) s'appliquent. Les frais de temps d'antenne additionnel, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance, les frais liés aux options et les taxes sont en sus et facturés mensuellement. 1 Réservé aux étudiants des niveaux secondaire et postsecondaire ayant une carte d'étudiant valide, dans le cadre d'un nouvel abonnement de trois ans à tout forfait Étudiant. 2 Nécessite un appareil compatible. Comprend les messages texte envoyés à partir du Canada vers un numéro de téléphone sans fil canadien. Les messages texte entrants et sortants à tarification additionnelle (alertes, messages liés au contenu et aux promotions), les messages texte internationaux sortants et les messages envoyés en itinérance ne sont pas inclus et sont facturés aux tarifs en vigueur. 3 Soirs: du lundi au vendredi, de 18 h à 7 h. Week-ends: du vendredi 18 h au lundi 7 h. Les appels effectués en dehors de ces heures sont facturés aux tarifs en vigueur ou déduits des minutes comprises dans le forfait. SMRogers et le ruban de Möbius sont des marques de commerce ou utilisées sous licence de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe. Les autres marques et logos sont des marques de commerce appartenant à leurs titulaires respectifs. ©2010 Rogers Sans-fil